

# le prolétaire

organe du parti communiste international

**CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI:** La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

«programme communiste»  
Revue théorique en français  
«il comunista»  
Journal bimestriel en italien  
«el programa comunista»  
Revue théorique en espagnol  
«El proletario», Journal en espagnol  
«Proletarian», bulletin en anglais

Journal bimestriel  
**N° 509**  
Sept.-Oct.-Nov. 2013  
50<sup>e</sup> année - 1 €, 3 CHF, £1,5, 60  
DZD, 10 DH, 500 F CFA, 1,5 \$ CA

## DANS CE NUMERO

- Grève des travailleurs des services du nettoyage urbain de Madrid
- Nouveau massacre en Syrie
- De quelques réactions politiques à la prise du pouvoir par l'armée en Egypte
- Notes de lecture. Isaac Joshua et la révolution
- Solidarité de classe avec les prolétaires sans-papiers!
- La «Charte des Valeurs Québécoises», une charte anti-prolétarienne

## A Lampedusa, une tragédie dont le capitalisme est responsable

Au large de l'Italie, le détroit de Sicile est devenu depuis plus de vingt ans un cimetière marin où se sont engloutis des milliers d'émigrants et de réfugiés fuyant la misère et les guerres qui touchent tour à tour des pays d'Afrique, du Moyen-Orient ou d'Asie. Pousés par la nécessité d'échapper à des conditions de vie bestiales existant dans leurs pays d'origine, essayant de rejoindre des contrées plus sûres, des pays où tout espoir d'avenir n'a pas encore disparu, nombreux sont qui au bout du voyage ne trouvent que la mort. Ce n'est pas là une fatalité; c'est une des **conséquences** du mode de production capitaliste qui dévore les territoires et les êtres humains pour croître et préserver son système basé sur la quête perpétuelle du profit, quel qu'en soit le prix en termes de souffrances et de vies humaines.

Dans les ports de Tunisie, de Libye, d'Egypte, des barques attendent d'être remplies à ras-bord d'êtres humains par de modernes négriers qui, après les avoir dépouillés de leurs biens les envoient vers les côtes italiennes, et en particulier de Sicile où se trouve le port de Lampedusa. Ces «voyages du désespoir» sont le reflet des conditions que le capitalisme réserve à la plus grande partie des êtres humains, dans des pays dont les gouvernements sont soutenus par les impérialismes européens. Plein d'illusions envers une démocratie lâche et sanglante, les migrants sont mus par l'espoir d'arriver dans des pays qui ont été hier les colonisateurs les plus brutaux de leurs pays d'origine et qui aujourd'hui élèvent toutes sortes de barrières devant eux: l'Europe bourgeoise n'accueille pas, elle expulse!

Traînés comme les bêtes promises à l'abattoir, désignés comme les «clandestins» et traqués par les polices de tous les pays, entassés dans des lieux de rassemblement sur les côtes africaines où ils sont soumis à toutes formes de vexations et de violences avant d'être entassés comme des sardines dans des embarcations, ils prennent la mer sans aucune garantie d'arriver vivants à destination; et quand ils y arrivent, ils sont entassés dans des prisons, parfois à ciel ouvert, qui dans la très civilisée Italie sont appelés significativement Centres d'Identification et d'Expulsion.

( Suite en page 2 )

## Contre les capitalistes et un gouvernement à leur service Les prolétaires ne peuvent compter que sur leur lutte!

Début septembre le quotidien *Libération* faisait sa une avec une photo de Hollande sous la légende: «le président des patrons». Ce titre plutôt inattendu pour un journal connu pour ses sympathies affichées envers le parti socialiste et le gouvernement actuel, n'était que l'expression du désenchantement de nombreux électeurs de gauche. Ce désenchantement peut aussi se lire dans la baisse ininterrompue des indices de popularité du gouvernement et de l'approbation de sa politique dans les sondages qui rythment presque quotidiennement l'abrutissante «vie politique» moderne.

Que les électeurs soient mécontents de leurs élus et qu'ils aient la désagréable sensation de s'être fait rouler dans la farine, ne peut pas être un motif d'étonnement: c'est un effet inévitable de la démocratie bourgeoise dont le système électoral consiste, selon Marx, «à décider une fois tous les 3 ou 6 ans quel membre de la classe dirigeante "représentera" et foulera aux pieds le peuple au Parlement».

Si ce désenchantement ou ce mécontentement est actuellement plus prononcé qu'en d'autres occasions, c'est parce que la situation économique difficile du capitalisme français impose de prendre des mesures «impopulaires»; autrement dit de **prendre** davantage aux prolétaires pour **donner** plus aux entreprises capitalistes dont les taux de profit sont insuffisants pour résister dans la guerre économique internationale. Sans se faire trop d'illusions sur Hollande, ses électeurs espéraient que les attaques anti-ouvrières et les mesures antisociales seraient moins dures que sous Sarkozy: c'est le contraire qui est vrai. Ce n'est pas nous qui le disons, ni même *Libération*, mais un mensuel spécialisé à destination des «managers»; dans un n° spécial sur le bilan social

de Hollande, il écrivait sur ce dernier, «réformateur incompris»: «Jugé trop prudent, le socialiste est pourtant un des présidents qui s'attaquent le plus à notre modèle social» (1). Pour ce journal bourgeois, c'était bien sûr un compliment et non un reproche!

Le «modèle social» à qui il faut «s'attaquer», ce sont les mesures sociales et «avantages» divers que la bourgeoisie, essentiellement pour cimenter la paix sociale, avait concédé au cours des années de prospérité économique, et qu'elle trouve insupportables aujourd'hui; les «réformes» qu'il faut faire, ce sont en fait des **contre-réformes** pour «flexibiliser» la main d'oeuvre et abaisser son «coût», supprimer les «rigidités» du marché du travail, c'est-à-dire précariser les travailleurs, etc., en un mot pour **accroître l'exploitation** des prolétaires. Le gouvernement actuel s'est vaillamment attelé à cette tâche, même si certains capitalistes trouvent qu'il ne va pas assez vite et assez fort. On comprend que cela puisse susciter de la déception chez les braves électeurs qui avaient apporté leur suffrage à Hollande (y compris à l'appel de l'extrême-gauche) (2) en croyant qu'il ne ferait pas ce qu'il avait promis de faire...

## LES «BONNETS ROUGES» CONTRE LA LUTTE OUVRIÈRE

Si les «plans sociaux» (lire: licenciements) se multiplient, et pas seulement dans les grandes entreprises qui font la une de l'actualité, si des «accords de compétitivité» entraînant des baisses de salaire sont de plus en plus nombreux, si donc les prolétaires sont frappés en premier par la crise économique et les attaques capitalistes qu'elle suscite, ils ne sont pas les seuls. Les petits-bourgeois, les petits patrons sont eux aussi touchés et ils réagissent devant les risques courus par leurs entreprises, en règle générale plus fragiles que les grandes sociétés. C'est le sens de l'agitation des «bonnets rouges» contre l'«écotaxe» qui a enflammé la Bretagne cet automne et qui s'est prolongée ensuite par des mouvements de transporteurs et de céréaliers en mal de subventions. En l'absence de mouvement de lutte prolétarienne, la mobilisation des petits patrons qui a culminé dans la grande manifestation de Quimper, a pu entraîner à sa remorque, à l'appel entre autres de FO, de nombreux prolétaires, comme les travailleurs en lutte de Gad contre leurs licenciements et d'autres entreprises. Au nom de la défense de l'économie régionale, les travailleurs ont été mobilisés pour des objectifs qui n'étaient pas les leurs; les transporteurs ont obtenu la levée de l'écotaxe et les patrons en général un plan pour la Bretagne: eux continueront

( Suite en page 2 )

## Au Moyen-Orient, Un tournant dans la politique impérialiste?

La décision des impérialistes occidentaux cet été de finalement ne pas bombarder la Syrie, alors qu'une intervention militaire paraissait imminente, n'est pas une péripétie; elle marque un tournant dans la politique impérialiste au Moyen-Orient. Rappelons rapidement les événements.

Depuis plusieurs mois, alors que si l'insurrection en Syrie marquait des points, elle se révélait incapable de renverser un régime jouissant notamment de l'appui de l'Iran et de la Russie, les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne agitaient avec de plus en plus d'insistance la perspective de leur implication militaire accrue, que ce soit sur le plan de la livraison d'armes ou même d'actions militaires «limitées» («zone d'exclusion aérienne», bombardements d'objectifs stratégiques, etc.). Dans cette perspective, des efforts diplomatiques étaient entrepris pour essayer de remettre sur pied la dite «Armée Syrienne Libre» en pleine déliquescence, et de constituer un rassemblement politique avec un minimum d'influence sur le terrain: ils s'agissait pour les impérialismes occidentaux impliqués de trouver, de rassembler et d'organiser parmi la rébellion des forces politiques et militaires capables d'être un solide point d'appui pour leurs intérêts ou leurs ambitions en Syrie.

Comme dans le cas libyen, la Grande-Bretagne et la France avaient la position la plus en pointe dans cet activisme belliqueux alors que les Etats-Unis étaient plus en retrait, se contentant de tracer des «lignes rouges» dont le régime syrien était averti que leur franchissement entraînerait une «riposte» militaire. Il était déjà assez facile de voir que cette position, comme d'ailleurs l'insistance des dirigeants français sur le départ de Bachar El Assad (comme si ce seul individu constituait le problème), signifiait en réalité que la porte était implicitement ouverte à un compromis avec le régime.

L'attaque chimique, faisant des centaines de morts, d'un quartier de la banlieue de Damas aux mains des rebelles, constituait un franchissement incontestable de la ligne rouge américaine; une intervention militaire américano-franco-anglaise semblait donc inévitable. Cependant cette éventuelle intervention faisait immédiatement face à l'hostilité non seulement de la Russie et de la Chine, mais aussi d'alliés traditionnels des Etats-Unis: au premier chef l'Allemagne, fidèle comme en Libye à sa ligne selon laquelle elle n'a aucun intérêt en Méditerranée justifiant une guerre, mais aussi l'Espagne, l'Italie et d'autres pays moins impor-

tants de l'OTAN. Surtout, le gouvernement britannique, qui avait organisé un vote au parlement pour accroître la légitimité de sa participation à l'intervention, se voyait désavoué par les députés de sa propre majorité! A la suite de ce vote, le premier ministre Cameron, renonçant à demander une nouvelle consultation parlementaire, déclarait que la Grande-Bretagne ne participerait pas à l'intervention projetée, ne serait-ce que seulement en autorisant l'utilisation de ses bases militaires par des avions américano-français. Fait politique majeur, c'était la première fois depuis très longtemps que les impérialismes britanniques refusaient de participer à une action militaire américaine. Contrairement à ce qu'ont écrit certains groupes politiques qui affirment faire partie de la «gauche communiste» (1), le gouvernement britannique n'agissait pas ainsi sous la pression de l'«opinion publique» - la dite opinion publique étant essentiellement une création des médias bourgeois - ou des électeurs hostiles à la guerre, car alors on ne comprendrait pas pourquoi le même gouvernement a été un acteur déterminant pour le déclenchement de la guerre en Libye, mais parce que des forces importantes au

( Suite en page 4 )

## Contre les capitalistes et un gouvernement à leur service

# Les prolétaires ne peuvent compter que sur leur lutte!

(Suite de la page 1)

à être exploités et licenciés...

Les syndicats CGT, FSU, SUD et les partis réunis dans le Front de Gauche se glorifient d'avoir appelé les travailleurs à ne pas participer à la manifestation du patronat contre l'écotaxe à Quimper et d'avoir organisé le même jour une manifestation concurrente à Carhaix. Mais en réalité ces partis et syndicats collaborationnistes sont complètement étrangers aux positions de classe. C'est ce que démontrent les déclarations du PCF de Morlaix le 14/7: «Il y a chez les ouvriers la discipline, le sens du travail et du collectif, les compétences nécessaires pour gérer un abattoir qui représente un atout économique indispensable pour la région, justifiant un soutien public», ou les appels de ces partis et syndicats pour la défense de «l'économie», de l'industrie et de la filière agroalimentaire bretonne...

Le NPA n'a pas craint d'appeler à la manifestation de Quimper, à la suite de toute une série d'organisations petites bourgeoises dans lesquelles il est implanté comme ATTAC; il y voyait un premier pas vers «un front unitaire des exploités, des opprimés» car «les salariés sont solidaires des travailleurs de la terre comme des artisans» (3). Les «anticapitalistes» passent ainsi du front unique ouvrier au front interclassiste... Il ne fait pas de doute que les prolétaires ne peuvent se désintéresser du sort des couches petites-bourgeoises ruinées par le capitalisme; mais ils doivent **d'abord et avant tout** défendre leurs propres intérêts de classe et pas ceux d'autres classes plus ou moins exploiteuses! La «solidarité» invoquée par le NPA signifie dans la réalité se mettre à la **remorque** des petits (et pas si petits) patrons.

Lutte Ouvrière a par contre refusé de s'associer à la manifestation des Bonnets

Rouges; elle a justement rappelé que le patronat local, qui faisait partie des organisateurs, n'était pas du côté des prolétaires: «Les travailleurs de Bretagne, ceux de l'agroalimentaire mais aussi ceux de PSA à Rennes, d'Alcatel et d'autres entreprises, ont comme adversaires ceux que l'on présente aujourd'hui comme leurs alliés» (4).

Mais ces déclarations auraient été plus convaincantes si elle n'avait pas auparavant publiquement soutenu la mobilisation patronale contre l'écotaxe, avec l'argument que celle-ci allait obliger les petits patrons à «réduire leur marge, c'est-à-dire leur salaire» (5)!!! Assimiler le bénéfice des entreprises dont la source est le travail non-payé des ouvriers – ce qu'on appelle l'exploitation capitaliste, au salaire de ces ouvriers, il faut s'appeler LO pour oser le faire!

Mais ce tour de passe-passe est nécessaire pour envisager une alliance interclassiste entre prolétaires et petits patrons, comme ce qui s'est concrétisé à Quimper et qu'a vertueusement critiqué LO...

### COMMENT EMPÊCHER QUE LE MÉCONTENTEMENT SOCIAL DÉBOUCHE SUR LA LUTTE PROLÉTARIENNE?

C'est là le souci constant, non seulement du gouvernement, mais des appareils syndicaux collaborationnistes qui le soutiennent tout en faisant mine de le critiquer. Jusqu'à présent ils n'ont pas eu besoin d'organiser un simulacre de lutte comme lors du mouvement sur les retraites; ils estiment que des appels ponctuels à de rituelles journées d'inaction suffisent à dissiper la pression. C'était encore le cas de la journée du 30 novembre contre le racisme organisée par des associations proches du PS avec les syndicats CGT, la CFDT, la FSU, la CFTC et l'UNSA. Les soutiens du gouvernement ont

utilisé une des rares cartes qui fonctionne encore, celle de la dénonciation de l'extrême droite. La cause de cette journée de manifestations était en effet la dénonciation des insultes racistes proférées contre la ministre Taubira. Il n'était bien sûr pas question pour les organisateurs de dénoncer les expulsions de sans-papiers et de Roms! La déclaration publiée le 25/11 par l'intersyndicale à l'occasion de cette manifestation était placée sous le signe de la défense de la *cohésion sociale*, du *dialogue social* et de la *démocratie*: «l'ampleur des drames sociaux conduit à la désespérance et menace la cohésion sociale, la capacité à vivre ensemble et in fine la démocratie», s'alarmaient nos syndicalistes, qui poursuivaient: «L'expression légitime des intérêts particuliers ne peut sans danger laisser se développer les corporatismes en ignorant l'intérêt général».

C'est pourquoi ils appelaient les «responsables économiques et politiques, le patronat et le gouvernement» à un «sursaut d'engagement» pour «dépasser les discours et les pratiques qui dressent les uns contre les autres au détriment du «vivre ensemble»» (6) Amen! Pour ces authentiques grenouilles de bénitier, la lutte de classe ne peut être que du «corporatisme»...

La carte du Front de Gauche est celle de la récupération des déçus du gouvernement. Surfant sur le thème à la mode du «raz-le-bol fiscal», il l'a utilisée en organisant le premier décembre une manifestation, non pour des hausses de salaire ou d'autres revendications spécifiquement prolétariennes, mais contre la future hausse de la TVA: cela permettait de ratisser plus large mais surtout, encore une fois, d'engluier le mécontentement ouvrier dans l'**interclassisme**. Si la TVA est un impôt «injuste» parce que touchant proportionnellement davantage les petits revenus, elle touche aussi les classes moyennes (dans l'opposition le PS condamnait sa hausse parce qu'elle toucherait surtout «les couches populaires et moyennes»), et de nombreuses corporations, dans le bâtiment, la restauration, etc., ont déjà manifesté leur opposition à son augmentation. Comme on pouvait s'y attendre le FdG a reçu le renfort dues éternels suivistes du réformisme que sont le NPA et Lutte Ouvrière...

### POUR LA LUTTE INDÉPENDANTE DE CLASSE!

Nous voyons ainsi que ces différentes forces, chacune à leur façon et à leur place, s'efforcent d'orienter les inévitables réactions prolétariennes vers de stérilisantes impasses interclassistes. Pour résister aux attaques bourgeoises, qu'elles soient l'oeuvre des patrons ou du gouvernement à leur service, les prolétaires n'ont pas d'autre solution que la lutte ouverte, indépendante, sans se soucier de «l'intérêt général», de la bonne santé de l'économie, régionale ou nationale, ou de l'entreprise: tous ces intérêts sont des intérêts **bourgeois** qu'il leur faut au contraire **combattre** sans hésiter. Cela implique par conséquent la rupture sans appel avec tous ceux qui préconisent d'une façon ou d'une autre l'interclassisme, et le retour aux moyens, aux méthodes, aux objectifs et à l'organisation de classe, syndicale et politique. En commençant par la lutte de défense immédiate et partielle, jusqu'au niveau plus élevé de la lutte révolutionnaire contre le capitalisme. Cela ne pourra se faire du jour au lendemain, mais plus tôt les prolétaires conscients auront la force de suivre cette voie, et plus tôt le prolétariat pourra se libérer de l'étreinte paralysante du collaborationnisme politique et syndical.

**Les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes, ils ont un monde à gagner!**

(1) cf *Liaisons sociales* n°142, mai 2013.

(2) Il est vrai que *Lutte Ouvrière* se gargarise aujourd'hui de ne pas avoir appelé, pour une fois, à voter pour le candidat socialiste. Elle s'était courageusement contentée de ne donner aucune consigne de vote.

(3) Communiqué du NPA du 2/11.

(4) *Lutte Ouvrière* n°2363 (15/11/13)

(5) *Lutte Ouvrière* n°2362 (8/11/13). La campagne contre l'écotaxe s'est poursuivie sur plusieurs n° de ce journal.

(6) cf <http://www.cgt.fr/Intersyndicale-du-25-novembre.html>

## A Lampedusa, une tragédie dont le capitalisme est responsable

(Suite de la page 1)

L'Italie est depuis quelques décennies la destination la plus recherchée par ces réfugiés et migrants qui par tous les moyens fuient l'Asie ou l'Afrique, par voie de terre et surtout maritime. Qu'ils soient de droite de gauche ou du centre, les gouvernements successifs ont toujours eu la même attitude: contrôler et limiter par la force, par des lois et des actions de police, la venue de migrants, acceptant seulement une petite partie jugée utile comme main d'oeuvre à bas coût et laissant la plus grande partie dans l'illégalité, condamnée au travail au noir voire à la criminalité.

En dépit de tous ses discours sur des droits de l'homme, la bourgeoisie n'a en réalité aucune considération pour la vie humaine; c'est ce que démontrent tant les continus accidents du travail que les guerres incessantes, l'exploitation toujours plus poussée du travail humain comme de toutes les ressources naturelles avec leurs conséquences désastreuses sur la santé et la vie des populations: pollutions de toutes sortes, diffusion de maladies diverses, etc. Ce mépris de la bourgeoisie pour la vie humaine ne l'empêche pas de mettre sur pied, à des fins de propagande et de contrôle social, des organismes d'aide de tout type, d'ailleurs fondée de plus en plus sur le volontariat, cette moderne forme d'exploitation de la main d'oeuvre mobilisée par la compassion, et souvent gérée par des associations religieuses. En définitive tout cela ne fait que renforcer la domination économique et sociale du capitalisme et donc de la classe bourgeoise qui le personnifie et le défend à tout prix.

Si au cours des derniers mois une myria-

de d'embarcations plus ou moins de fortune transportant hommes femmes et enfant sont traversé la mer, pour jeter leur malheureux chargement humain plus particulièrement sur les côtes italiennes, la même chose se produit aussi sur les côtes espagnoles, grecques, chypriotes ou maltaises. Jamais les marines militaires des 62 pays qui sillonnent la Méditerranée n'ont porté secours aux naufragés (1).

Fuir la misère, la faim, l'oppression, la répression et les guerres pour essayer de trouver ailleurs une vie moins horrible a toujours été le sort de millions de migrants. La société capitaliste ne pourra jamais faire disparaître tous ces maux car elle n'est pas motivée par la satisfaction des besoins de la vie sociale de l'humanité, mais par le marché, le capital, la propriété privée, la loi de la valeur, c'est-à-dire tout ce qui engendre précisément l'oppression politique et sociale dans le monde entier. L'oppression exercée par le pouvoir politique de la classe capitaliste est nécessaire à cette classe pour monopoliser les ressources et les richesses, et c'est pourquoi elle défend son pouvoir par tous les moyens, des plus illusoires et hypocrites aux plus nocifs et mortels, mettant de fait la plus grande partie de l'humanité en esclavage!

Pour que l'homme vive, le capitalisme doit mourir. Pour que naisse la société du genre humain, en totale harmonie avec elle-même, il faut que disparaisse cette société qui se nourrit de chair humaine; pour que l'homme puisse arriver à un rapport harmonieux avec la nature, il faut révolutionner de fond en comble l'organisation sociale qui détruit l'homme et la nature. La solution pour échapper aux horreurs du capitalisme, qui se mesurent

en fin de compte en millions de morts, n'est pas dans la perspective d'une atténuation des effets les plus catastrophiques de ce mode de production, ce qui est d'ailleurs possible dans certaines régions du monde et pour un certain laps de temps – sans que jamais disparaissent la misère et l'exploitation la plus bestiale sur le reste de la planète et pour la majorité de l'humanité; la solution réside dans la lutte contre l'esclavage salarié, c'est-à-dire dans la **révolution anticapitaliste, communiste**, seule capable d'en finir à jamais avec toutes ces horreurs en abattant la dictature politique de la bourgeoisie et en supprimant le système économique capitaliste.

\* \* \*

En octobre 2013 on a dénombré plus de 376 morts aux environs de Lampedusa: 13 parce qu'un trafiquant a obligé de jeunes erythréens à sauter à l'eau à 50 mètres de la plage de Catane alors que beaucoup ne savaient pas nager; puis le 3 octobre un bateau de pêche où étaient entassés plus de 500 réfugiés erythréens, somaliens et syriens se renverse à quelques centaines de mètres du rivage, causant 363 morts dont de nombreux enfants. Les chiffres des dernières années sont terribles: 2352 morts en 2011, 590 en 2012, 695 en 2013 jusqu'à la mi-octobre. Selon les macabres statistiques établies par la Forteresse Europe, il n'y aurait pas eu moins de 19.372 morts depuis 1988 à ses frontières, et plus de 7000 dans le détroit de Sicile, sur les routes venant de Tunisie, de Libye et d'Égypte depuis 1994 (2).

Le compte tragique des morts, auquel il faudrait ajouter le nombre inconnu de disparus en haute mer, ne suffit pas à décrire les

tourments des migrants, qui s'ils réussissent à toucher terre, tombent entre les mains d'une administration cynique qui n'est pas là pour les accueillir mais pour les soumettre à la répression policière, les condamner en tant que criminels (le défaut de papiers est un délit!) et pour les renvoyer d'où ils viennent, y retrouver la misère, l'oppression, la guerre: l'Italie bourgeoise n'accueille pas, elle emprisonne et elle expulse!

La propagande bourgeoise continue son oeuvre cynique de mystification, parlant de revoir les lois sur l'immigration (comme la loi Fini-Bossi – 2 ministres d'extrême-droite – passée sous le gouvernement Berlusconi), de nouveaux accords au niveau européen, de réglementation des flux migratoires – comme si les êtres humains étaient des marchandises, et dans ce cas des marchandises à entreposer avant de s'en débarrasser!

La compassion et la solidarité qui a poussé spontanément les habitants de Lampedusa à porter secours aux naufragés est une démonstration du désintérêt de l'Etat bourgeois vis-à-vis du sort des migrants: ce qui l'intéresse, c'est le contrôle de ses frontières, le renforcement des moyens et des techniques militaires pour empêcher l'arrivée aujourd'hui de milliers de réfugiés et demain de soldats ennemis dans une période où la guerre redeviendra à l'ordre du jour. Ce n'est pas hasard en effet si les ressources économiques mises à disposition par l'Etat servent le dispositif «Frontex», c'est-à-dire les dispositifs de défense militaire européen des frontières maritimes!

Nouvelle démonstration, s'il en était besoin, de la façon dont la bourgeoisie traite la «question de l'immigration» – question en réalité **entièrement prolétarienne**, de classe, parce que ce sont les sans-réserve,

## **Grève des travailleurs des services du nettoyage urbain de Madrid**

### **La grève illimitée, la lutte contre le service minimum, etc... sont des moyens et des méthodes de lutte que toute la classe prolétarienne doit reprendre**

Durant la dernière semaine la grève des travailleurs du nettoyage des rues et des espaces verts a laissé Madrid jonché d'ordures, surtout dans les quartiers ouvriers où le tourisme et la bonne image de la ville n'ont aucun poids et où la municipalité et les entreprises concessionnaires n'ont aucun intérêt à maintenir des conditions de salubrité, qu'il y ait ou non grève. De leur côté, le patronat, la municipalité et les médias crient au «vandalisme» des travailleurs en grève parce que ceux-ci ne respectent pas le service minimum, parce qu'ils détruisent les conteneurs d'ordures ou qu'ils attaquent les moyens de transport des entreprises. En fait c'est la grève et les travailleurs qui la mènent, que dénoncent les patrons et la municipalité.

Les entreprises concessionnaires du nettoyage ont annoncé un plan social qui se traduirait par plus de 1000 licenciements. Une autre option qu'elles envisagent serait une baisse de 40% environ du salaire des travailleurs qui déjà ne dépasse pas les 1000 euros. Devant la perspective des licenciements ou d'une réduction drastique de salaires, la grève est une réponse qui cherche à frapper économiquement suffisamment fort les entreprises pour qu'elles reviennent sur leurs plans. Mais la grève devient complètement inoffensive à partir du moment où la municipalité fixe un service minimum obligatoire de 40% des travailleurs, soit presque la moitié du personnel. Telle est la réalité de la grève réglementée par la loi et acceptée comme un droit par les patrons et l'Etat: un mouvement inefficace, réduit à un simple témoignage et qui n'affecte en rien les bénéfices des entreprises. De fait les patrons ont affirmé que si le service minimum était respecté, Madrid pourrait passer plusieurs mois sans ressentir les effets de la grève...

Devant une telle situation qui condamne les travailleurs du nettoyage à la paralysie et à la résignation face aux baisses de salaires et aux licenciements, les méthodes avec lesquelles ils mènent la grève actuelle montre que les prolétaires réagissent contre l'impuissance à laquelle ils ont été contraints depuis des années avec des moyens de lutte qui leur donnent le sentiment de prendre leur lutte en main et qui permettent réellement de s'attaquer à la toute-puissance de l'entreprise.

Aux attaques de l'entreprise contre les conditions de vie des travailleurs et leur survie quotidienne, s'ajoute le sabotage systématique de la lutte de défense quotidienne par les syndicats collaborationnistes, qui cherchent à limiter la réaction prolétarienne à des appels larmoyants aux patrons: ils vident ainsi de toute efficacité les grèves auxquelles ils sont obligés d'appeler pour ne pas perdre leur influence sur une partie au moins des travailleurs impliqués. Contre ce sabotage systématique, les travailleurs ne peuvent retrouver leur force qu'en s'organisant pour la défense exclusive de leurs propres intérêts et en empêchant les actions de briseurs de grève des patrons et des syndicalistes vendus aux patrons. Le service minimum est une mesure préventive contre les grèves, imposée par les accords entre les patrons et les syndicats collaborationnistes! Les piquets de grève et toutes les autres actions prises par les travailleurs pour s'opposer à la pression, au chantage et aux menées anti-grève des patrons, ne sont rien d'autre que les moyens de lutte avec lesquels les grévistes répondent à l'attaque concentrique de la bourgeoisie, des forces opportunistes, de l'Etat, des moyens de communication et de tous les défenseurs de la paix sociale. Ce sont des moyens de lutte avec lesquels les

prolétaires en lutte non seulement se défendent contre les attaques de la bourgeoisie, mais qu'en même temps ils utilisent pour appeler leurs frères de classe des autres entreprises et des autres secteurs à la solidarité, en démontrant qu'ils n'acceptent pas passivement les diktats capitalistes.

Les actions contre les conteneurs d'ordures, les véhicules et autres biens des entreprises ont entraîné une certaine solidarité de la part d'autres secteurs de la classe travailleuse (en dépit des discours télévisés sur la saleté de la ville et des dommages causés au commerce et au tourisme), signe que d'autres prolétaires sont d'accord avec la rupture de la paix sociale et l'opposition aux pactes syndicaux qui étranglent la lutte ouvrière et contre la division que veut répandre la municipalité parmi les travailleurs;

Le service minimum détruit la grève. En le refusant pour renforcer leur lutte, les travailleurs du nettoyage s'affrontent directement aux entreprises et à la loi instituée pour défendre les intérêts de ces dernières, constituant ainsi un exemple pour les autres prolétaires.

Pour lutter, pour défendre leurs intérêts de classe, les prolétaires n'ont pas d'autre force que celle constituée par leur nombre et leur organisation. La grève et la voie pour exercer cette force directement sur le terrain de l'affrontement immédiat avec leurs intérêts de classe. Mais la grève est un art. La législation, le système judiciaire ou la police, combattent ouvertement toute expression de force prolétarienne en n'autorisant la grève que dans d'étroites limites (service minimum, préavis de plusieurs semaines pour que l'entreprise puisse se préparer, interdiction des grèves de solidarité avec d'autres travailleurs, etc.). Pour lutter, les prolétaires doivent vaincre aussi cette pres-

sion exercée par la bourgeoisie, et cela passe par la rupture des limites dans lesquelles celle-ci encadre les grèves. Les piquets, les sabotages, la défense des manifestations face à la police, sont des moyens de lutte utilisés par le prolétariat pour retrouver sa force réelle. Une force qui pourra être effectivement reconquise quand les larges masses prolétariennes tendront à se réorganiser en associations de classe dépassant la concurrence entre prolétaires délibérément alimentée par la bourgeoisie et les forces opportunistes pour détruire l'apparition de cette force.

La bourgeoisie exerce une violence quotidienne contre la classe ouvrière: licenciements, chômage, misère, salaires de famine... et elle réprime ceux qui s'organisent pour résister à cette violence; aux côtés de la bourgeoisie, les forces de la conservation sociale, à commencer par les syndicats collaborationnistes et les faux partis ouvriers, s'emploient à paralyser les travailleurs avec les pratiques impuissantes du corporatisme, de la méritocratie, de la paix sociale, du légalisme, du démocratisme de la collaboration avec les patrons et l'Etat, qu'ils introduisent dans toute grève.

Mais pour les prolétaires, la lutte est une nécessité, et la défense de classe organisée (comme les piquets de grève, etc.) est la seule solution pour que les grèves arrivent à leurs objectifs, parmi lesquels ne doit jamais manquer la lutte contre la concurrence entre prolétaires. Ce n'est que de cette façon que les prolétaires peuvent résister à la guerre que la bourgeoisie leur livre quotidiennement, et poser les bases de la réorganisation classiste pour la défense exclusive de leurs intérêts immédiats et futurs.

8/11/2013

les prolétaires quelle que soit leur origine, qui sont obligés de fuir le pays où ils sont nés pour chercher ailleurs de quoi vivre.

L'indignation devant ces tragédies est une réaction naturelle; mais la solution ne se trouve pas dans la compassion ou la charité humaine; elle se trouve dans la solidarité entre prolétaires, dans la **solidarité de classe**, dans la lutte contre l'esclavage salarié, contre la concurrence entre prolétaires alimentée par la bourgeoisie et ses laquais opportunistes.

Solidarité qui doit venir des prolétaires des pays les plus riches, des prolétaires d'Italie, d'Espagne, de France, d'Allemagne et d'ailleurs et qui ne peut s'exercer que sur le terrain de la lutte de classe, parce que c'est seulement par la lutte de classe qu'il est possible de répondre à la lutte menée quotidiennement par les bourgeois contre les prolétaires, qu'il est possible de résister à l'exploitation et à l'oppression capitalistes!

- **Aucun prolétaire n'est étranger, tous sont des frères de classe!**
- **Non à la détention et à l'expulsion des migrants!**
- **A travail égal, salaire égal pour tous les travailleurs, italiens ou immigrés!**
- **Salaire intégral à tous les chômeurs, quelle que soit leur nationalité!**
- **Pour une organisation classiste unique de défense économique et sociale regroupant les travailleurs italiens et immigrés!**
- **Pour la reprise de la lutte de classe solidaire, internationaliste et internationale!**
- **Pour la renaissance du parti communiste révolutionnaire dans le monde entier!**

(1) cf <http://espresso.repubblica.it/inchiesta/2013/10/14/news>

(2) cf <http://fortresseurope.blogspot.it>

### **Nouveau massacre en Syrie après d'autres, avec des armes chimiques ou conventionnelles: les impérialistes attendent l'occasion pour intervenir et ramener la paix... des cimetières**

## **Seule la reprise de la lutte de classe révolutionnaire pourra les arrêter et les vaincre !**

Cela fait maintenant plus de deux ans et demi que se déroule en Syrie une guerre civile entre forces bourgeoises - d'un côté le régime de Bachar Al-Assad soutenu par les impérialismes russe, chinois et le capitalisme iranien, et de l'autre des fractions bourgeoises soutenues plus ou moins ouvertement par les impérialismes américain et franco-anglais et voulant prendre sa place - qui se battent pour réorganiser un ordre capitaliste capable de faire face à une grave crise économique et à ses conséquences dans les rapports de force dans une région parmi les plus troublées de la planète.

Face au dit «printemps arabe», et particulièrement face aux grands mouvements des masses poussés par leurs conditions sociales à se révolter, les Démocraties occidentales ont salué la chute de Ben Ali et de Moubarak comme le début d'une ère nouvelle - une ère de démocratie et de progrès social pour les masses paysannes et prolétariennes d'Egypte et de Tunisie. Elles ont reconnu à contrecœur les nouveaux gouvernements, en comptant bien les plier aux exigences supérieures de l'impérialisme.

Si, devant la résistance du régime libyen aux pressions impérialistes des Etats-Unis, de la France et de la Grande Bretagne, les Démocraties occidentales ont mis sur pied une guerre « de libération » contre la « dictature de Kadhafi » dans l'espoir d'ouvrir aux grands capitaux occidentaux la possibilité de s'approprier plus facilement les richesses pétrolières ; si, devant les mouvements de protestation des masses en Arabie Saoudite, au Koweït et dans les Emirats, les Démocraties occidentales, étant donné la résistance des monarchies respectives, se sont simplement contentées d'observer la répression par la police et les forces militaires de ces pays, dans le cas de la Syrie leur attitude a été pour une longue période de

temps, beaucoup plus prudente .

La capacité du clan Al-Assad de contrôler la situation avec son armée et sa police donnait aux impérialismes de l'Ouest et de l'Est l'impression que le mouvement de révolte pourrait être contenu à l'intérieur des frontières syriennes. La Syrie constitue en effet un fragile point d'équilibre dans une région qui connaît déjà un foyer d'instabilité chronique en Irak après les ravages de la guerre anglo-américaine, et le risque de contagion des troubles aux pays voisins (du Liban à la Jordanie sans oublier la Turquie, ni même Israël) était trop élevé. Dans les faits, les impérialismes occidentaux et orientaux ont donné mandat au régime Baasiste et à ses généraux de rétablir l'ordre, l'ordre bourgeois et impérialiste! Et cela derrière l'écœurant déferlement de propagande sur la démocratie violée, les «droits de l'homme» foulés au pied et le martyre de la population!

En écrasant la rébellion de la façon la plus brutale (selon les habitudes familiales) Bachar Al-Assad veut avant tout défendre les intérêts capitalistes de sa clique et ceux de ses alliés russes ; mais au fond il défend aussi les intérêts des impérialismes américains, français, anglais, allemands, italiens... sans oublier ceux d'Israël qui redoute l'ap-

parition d'un nouveau foyer de troubles à l'une de ses frontières, après les incertitudes créées par la chute de Moubarak.

Les grandes puissances occidentales (les Etats-Unis au premier plan, mais suivis par la France et la Grande-Bretagne avec leur vieille tradition coloniale dans la région), qui ont tant fait pour renverser Kadhafi, n'ont jamais prêté une oreille attentive aux appels des «vrais démocrates» qui ont demandé à ces impérialismes, historiquement les plus cyniques et les plus meurtriers, d'« arrêter » Bachar Al-Assad après les massacres de Deraa, Homs, Hama et tant d'autres villes.

Les appels de l'ONU pour que s'arrête la guerre civile et que les combattants se retrouvent à la table des négociations ont obtenu le seul résultat que pouvaient obtenir ces phrases creuses, émises uniquement pour alimenter la propagande pacifiste et humanitaire, c'est-à-dire **rien**.

Les intérêts en jeu en Syrie sont plus complexes et plus vastes que les problèmes intérieurs au pays : il s'agit d'un nœud stratégique de première importance pour tous les acteurs de la guerre, ceux visibles au premier plan comme ceux qui manœuvrent en coulisse et qui, tous, se moquent du sort des populations. Iran, Turquie, Israël, Egypte, Arabie Saoudite, Qatar sont directement intéressés par ce qui se passe en Syrie : puissances régionales importantes, elles nourrissent des ambitions extra-nationales. Derrière elles et au dessus d'elles, se trouvent les puissances impérialistes de premier plan:

**( Suite en page 4 )**

## Nouveau massacre en Syrie : Seule la reprise de la lutte de classe révolutionnaire pourra les arrêter et les vaincre !

( Suite de la page 3 )

d'abord les Etats-Unis et la Russie, puis la France et la Grande-Bretagne, et au deuxième et troisième plan, la Chine, l'Allemagne et l'Italie. Si on tire au canon à Damas, le coup retentit non seulement au Caire, à Tel Aviv, ou à Téhéran; on l'entend aussi à Washington et à Moscou, à Paris et à Londres, à Berlin et à Rome. Ceci vaut aujourd'hui pour les affrontements bourgeois, mais demain cela vaudra aussi pour la lutte prolétarienne de classe!

Les ébranlements provoqués par la crise économique dans les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient ne pouvaient ouvrir d'un coup une nouvelle ère, comme le croyaient les démocrates endurcis. On peut constater la triste fin des «printemps arabes» dans l'aggravation de la situation en Tunisie où les prolétaires et les paysans pauvres n'ont tiré aucun avantage de la nouvelle démocratie; l'Egypte de ces dernières semaines avec les massacres commis par l'armée revenue au pouvoir (l'avait-elle jamais quitté?), en est une tragique confirmation.

Le talon de fer de la bourgeoisie n'est pas guidé par les «droits démocratiques», mais par les intérêts capitalistes; plus la situation est « instable », et plus certaine est la répression contre tous ceux qui se mettent en travers d'eux. Les prolétaires qui sont la seule classe qui peut menacer le pouvoir de la bourgeoisie, ont, dans tous les pays, une seule voie pour résister à l'exploitation capitaliste et obtenir des conditions d'existence plus acceptables : la voie de la **lutte de classe** organisée indépendamment de toute force bourgeoise et de tout objectif bourgeois.

Ghoutha, Zamalka: ce sont des banlieues de Damas qui, selon les services du régime, sont des fiefs des rebelles. Le 20 août ils ont été bombardés avec des obus contenant du gaz de combat (selon la CIA, la Syrie qui a récemment reconnu officiellement en posséder, en aurait plus de mille tonnes) (1). Il y aurait des centaines de morts, peut-être plus de mille, dont de nombreux enfants. Les vidéos et photos de la tuerie ont fait le tour du monde, «l'opinion publique» travaillée par les télévisions et

les journaux, est horrifiée. La propagande démocratique hausse le ton, demandant à l'Europe d'arrêter les massacres de civils et à Obama d'être cohérent avec ses déclarations selon lesquelles l'usage des armes chimiques était une ligne rouge qui, si elle était franchie, justifierait une intervention militaire.

De son côté le gouvernement syrien affirme ne pas avoir utilisé de telles armes et il accuse une machination des rebelles; cela suffit à la Russie et à la Chine pour s'opposer, au conseil de sécurité de l'ONU, à toute initiative autre que le recours à la traditionnelle mission d'enquête pour vérifier ce qui s'est passé, tandis que les déclarations bellicieuses se multiplient dans les pays occidentaux. La palme revenant peut-être au grotesque Hollande déclarant que la France allait «punir» Bachar Al-Assad...

Ce cynique ballet sur un massacre comme c'est déjà arrivé mille fois par le passé, est une énième démonstration que ce qui est en jeu, ce sont exclusivement de sordides intérêts impérialistes; les marchands de canons, les capitalistes de choc, les dirigeants des grandes et petites puissances, ne sont mus que par le désir de préserver leurs affaires, leurs influences politiques et les rapports diplomatiques qui les protègent. Le ballet diplomatique, les motions à l'ONU, les déclarations de tribunes n'ont but que de tromper les masses massacrées dans les pays en guerre et de duper les prolétaires des pays impérialistes, en faisant croire que l'activité diplomatique pourrait arrêter les tueries. Mais depuis la fin de la guerre mondiale un flot ininterrompu de sang a caractérisé la «paix» impérialiste (qui comme le disait Lénine, n'est qu'une trêve entre deux guerres).

Pour les prolétaires et les paysans pauvres de Syrie, le remplacement de Bachar Al-Assad par un autre représentant du capitalisme local ou par un fantoche de l'impérialisme, ne changerait rien: l'inexorable et cynique machine du pouvoir bourgeois continuera à opprimer et écraser les masses exploitées. Même si, comme en Egypte, après des années de «dictature», des élections «démocratiques» étaient enfin organisées, la situation fondamentale des prolétaires et des masses pauvres ne changerait pas davantage: après avoir mis un bulletin dans l'urne, ils retourne-

raient à leur vie de paria, voués à mourir de faim, au travail ou sous les balles.

Aujourd'hui en Syrie comme en Europe ou en Amérique, le prolétariat est inerte, encore incapable de s'organiser sur le terrain de classe et de lutter vigoureusement pour ses propres intérêts.

Si les prolétaires des pays impérialistes étaient organisés sur des bases de classe et sous la direction de leur propre parti de classe, leur solidarité avec les populations massacrées en Syrie s'exprimerait avant tout par la **lutte contre leur propre bourgeoisie** – même si celle-ci n'avait pas encore décidé d'intervenir militairement. Cette lutte donnerait confiance aux prolétaires syriens, les poussant à s'organiser eux aussi sur des bases de classe.

Les prolétaires européens, américains, russes ou chinois, sont encore bien loin de cet objectif, ce qui laisse les prolétaires syriens, comme les prolétaires égyptiens, kurdes ou irakiens, seuls face à leurs bourreaux nationaux et leurs parrains impérialistes. Les prolétaires européens ou américains seuls et complètement entre les mains de leurs bourgeoisies et de ses laquais collaborationnistes: le sort des prolétaires, s'ils ne luttent pas avec des méthodes et des objectifs de classe, est le même partout.

Mais les terribles secousses de la crise commencent à avoir quelques effets: en Egypte les prolétaires dans beaucoup d'endroits ont eu la force de faire grève et de s'organiser en dehors du contrôle des syndicats officiels. Si limité qu'il soit, il s'agit là d'un premier pas sur la voie de la reprise de la **lutte de classe**.

C'est en suivant cette voie que les prolétaires pourront s'apercevoir que la lutte pour les revendications économiques n'est qu'un premier niveau, insuffisant pour résoudre les problèmes sociaux fondamentaux; l'amplification de la lutte de classe, les réactions de la bourgeoisie et de son Etat leur feront comprendre que la question centrale est celle du pouvoir politique: **dictature de la bourgeoisie**, ou **dictature du prolétariat!**

Alors les indications du parti de classe, du parti communiste révolutionnaire, seront comprises et reprises par les grandes masses qui semblent aujourd'hui à mille lieux de seulement croire qu'il leur est possible de remettre en cause le système capitaliste.

La bourgeoisie mène en permanence une lutte de classe contre le prolétariat; celui-ci arrivera inévitablement à comprendre qu'il lui faut à son tour se lancer dans sa lutte de classe révolutionnaire, seule perspective

qui fait trembler la bourgeoisie car elle a pour objectif le renversement de son pouvoir et la fin de son système économique.

Aujourd'hui ce sont les prolétaires qui tremblent devant les coups qu'assène la bourgeoisie à leurs conditions de vie et de travail, devant la répression et les massacres qu'elle leur inflige.

Demain, face au prolétariat révolutionnaire, organisé et dirigé par son parti de classe, ce seront les bourgeois, à Damas comme à Berlin, au Caire comme à Paris ou à Washington, à Téhéran comme à Moscou ou à Pékin, qui trembleront comme ils ont tremblé en 1917 non seulement à Petrograd, mais dans toutes les capitales d'Europe et du monde!

24/8/2103

(1) cf La Repubblica, 22/8/2013

### « Il Comunista » Nr.132- Ottobre 2013 Nell'interno

- Lampedusa, porta di un Mediterraneo che il capitalismo ha trasformato in un inferno per centinaia di migliaia di migranti proletari, di diseredati e profughi provenienti da paesi devastati dalla miseria, dalla fame, da guerre di rapina e violenze di ogni genere
- I borghesi si spiano tra di loro? Sono mercanti, è naturale
- Lo sciopero è un'arma della lotta di classe da usare ad esclusiva difesa delle condizioni proletarie di vita e di lavoro sennò è del tutto inefficace!
- Democrazia cybersorvegliata
- La donna e il socialismo (6) di A. Bebel
- Questioni storiche della Internazionale Comunista: la Sinistra comunista e l'Ordinovismo
- Sulla reazione dell'esercito egiziano alla destituzione del presidente Morsi
- Massacro di manifestanti islamisti in Egitto: la sola via per i proletari è la lotta indipendente di classe e non la fiducia nell'Esercito borghese!
- A proposito della costituzione di una "rete sindacale internazionale"
- Siria: una strage dopo l'altra, con le armi convenzionali e con le armi chimiche. Gli imperialisti stanno a guardare aspettando l'occasione per "intervenire" e "riportare la pace"... dei morti. Solo la rinascita della lotta di classe e rivoluzionaria del proletariato potrà fermarli e batterli!

Giornale bimestrale - Una copia 1,5 €, 5 FS, £ 1,5 - Abbonamento: 8 €, 25 FS; £ 6 -

## Au Moyen-Orient, Un tournant dans la politique impérialiste?

( Suite de la page 1 )

sein de la bourgeoisie étaient cette fois-ci hostiles à une action guerrière, à commencer par l'establishment militaire et les services secrets (2).

Alors que le gouvernement français n'en continuait pas moins ses déclarations martiales et accélérât ses préparatifs militaires, il était prévenu au dernier moment que le gouvernement américain avait décidé lui aussi de consulter son parlement, ce qui reportait ipso facto d'une semaine une attaque qui aurait dû être quasi-immédiate. Brusque souci démocratique d'Obama? Il s'agissait en réalité de laisser du temps aux négociations secrètes qui se menaient avec les Russes et qui allaient aboutir au «coup de théâtre» de l'annonce d'un accord pour le démantèlement de l'armement chimique syrien.

Toute cette suite d'événements et l'accord lui-même de désarmement chimique sont la démonstration que les Occidentaux ont renoncé à faire tomber le régime syrien: les rebelles se révélant incontrôlables et les tentatives de constitution de forces pro-impérialistes se soldant par

autant d'échecs, la chute du régime serait grosse de trop de dangers pour l'ordre impérialiste régional. L'accord sur les armes chimiques doit donc, comme il est logique, être suivi par des négociations sinon pour résoudre le conflit, au moins pour geler les affrontements afin d'éviter ses conséquences déstabilisantes pour les pays voisins. Quant au sort malheureux des populations civiles qui est agité pour des raisons de propagande, il est toujours le cadet des soucis des impérialistes: les massacres et les tueries continuent, mais les médias n'en parlent plus...

Comme nous avons essayé de le montrer dans une étude sur ce pays, la Syrie s'est toujours historiquement trouvée au carrefour d'influences extérieures diverses et rivales. La guerre civile actuelle ne fait pas exception, divers Etats, grands impérialismes ou simples puissances régionales, y étant impliqués par leur soutien aux combattants de l'un ou l'autre bord. Du côté des rebelles, outre un soutien des impérialismes occidentaux dont il est difficile d'estimer la portée car il reste secret, l'Arabie Saoudite et les Etats du Golfe sont les principaux bailleurs de fond (et également fournisseurs

d'armes), la Turquie ayant également un rôle croissant, et pas uniquement de base arrière. L'Egypte des Frères Musulmans avait pris partie pour les rebelles, alors que le nouveau pouvoir militaire penche plutôt du côté de Bachar Al Assad. Israël semble se contenter de bombarder de temps à autre des convois ou des concentrations d'armes à destination du Hezbollah libanais.

Une entente des Américains avec les Russes sur la Syrie, ouvrirait la voie à un rapprochement avec l'autre soutien principal du régime de Damas, l'Iran. C'est ce qui vient d'avoir lieu avec les négociations de Genève, couronnée par un accord sur le nucléaire iranien qui est qualifié d'«historique» bien qu'il soit limité; cet accord a été critiqué ouvertement par Israël, et mezzo voce, par l'Arabie Saoudite.

Cependant il ne faut pas se leurrer, nous ne sommes pas à la veille d'un renversement d'alliances au Moyen-Orient. L'administration Obama ne cesse de répéter que l'Asie est actuellement et à plus long terme la région du monde la plus importante pour les Etats-Unis; et pour ne pas se laisser distraire cet objectif, elle s'efforce de diminuer les tensions dans la poudrière moyen-orientale. Mais l'impérialisme américain ne peut se désengager d'une région qui reste vitale pour le capitalisme mondial, à cause d'abord (mais pas uniquement) de ses ressources en pétrole: qui contrôle le pétrole du Golfe, contrôle une source d'énergie irremplaçable pour les capitalismes euro-

péens, asiatiques et autres (les Etats-Unis étant beaucoup moins dépendants de ce pétrole que leurs concurrents). L'impérialisme américain a tout fait pour bloquer la montée en puissance de l'Iran dans le but d'empêcher que celui-ci devienne, à sa place, la puissance dominante dans le Golfe. Ce conflit d'intérêts subsiste au delà des variations politiques plus ou moins contingentes; il ne pourrait disparaître que si l'Iran, renonçant à une partie de ses intérêts nationaux, acceptait de passer sous la tutelle américaine. Nous n'en sommes pas là et la confrontation entre l'Iran et les Etats-Unis a encore de beaux jours devant elle.

### LA POSITION DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Durant toute cette période, l'impérialisme français s'est distingué par ses positions particulièrement agressives et bellicistes. Le gouvernement Hollande a fait preuve d'une grande continuité avec la politique extérieure du gouvernement précédent: nouvelle démonstration que les intérêts capitalistes et impérialistes s'imposent aux différentes équipes en charge de la direction de l'Etat bourgeois, quelle que soit leur couleur politique. Le gouvernement français est resté le dernier, avec le gouvernement turc, à préconiser une intervention militaire en Syrie, et sur la question iranienne, il a été le plus hostile à un accord, au point de recevoir les félicitations des



## De quelques réactions politiques à la prise du pouvoir par l'armée en Egypte

Le premier août, John Kerry, le ministre des Affaires Etrangères des Etats-Unis, déclarait qu'en renversant début juillet le président Morsi, les militaires égyptiens «restauraient la démocratie», et qu'ils avaient agi «à la demande de millions et millions de personnes» (après l'échec des négociations avec les Frères Musulmans et la répression sanglante de leurs partisans, les Etats-Unis commencèrent à émettre des critiques envers le nouveau pouvoir). Mais ce ne sont pas seulement les Etats-Unis ou les médias internationaux ni les habituels intellectuels qui bavardent sentencieusement sur ce qu'ils connaissent le moins (la situation des masses prolétariennes et leurs luttes), qui ont vu ans l'action des militaires une victoire des masses contre un gouvernement anti-démocratique, mais aussi des courants ou des partis politiques qui se disent marxistes ou communistes!

A titre d'exemple, nous pouvons citer les trotskystes du **Socialist Workers Party** britannique qui, dans leur presse, écrivaient «une seconde révolution balaye un président» (1); «C'est une situation contradictoire; l'armée a effectivement arrêté le président et 77 dirigeants des Frères Musulmans. Ils sont intervenus pour se sauver d'une nouvelle révolution. Mais en même temps c'est une révolte populaire de masse. Le peuple a forcé l'armée à agir et l'armée n'a agit ainsi que parce qu'ils étaient inquiets au sujet de leur propre futur» (2).

### L'OPPORTUNISME DU PARTI COMMUNISTE-OUVRIER D'IRAN

Mais peut-être l'enthousiasme le plus grand a-t-il été manifesté par le Parti Communiste-Ouvrier d'Iran. Dans un communiqué il écrivait après le renversement de Morsi: «la révolution égyptienne a dépassé une importante étape pour la population d'Egypte, du Moyen-Orient et du monde entier. L'immense mouvement de Tamarrod qui a organisé "la plus grande manifestation de l'histoire" a poussé le gouvernement de Morsi et des Frères Musulmans à sa perte et a conduit à sa chute par l'armée. C'est le troisième gouvernement, après ceux de Mubarak et de Tantawi, qui a été renversé par la force de la Place Tahrir et de la révolution égyptienne.

Ce n'est pas seulement une importante étape dans l'affaiblissement des forces islamistes en Egypte et de pays comme l'Iran, mais, plus fondamentalement, une expression pour aller au-delà des limites de la démocratie et un coup fatal au mythe du pouvoir des urnes, c'est-à-dire du pouvoir de la bourgeoisie. Le monde entier a été témoin des dizaines de millions d'hommes et de femmes sortis dans les rues d'Egypte et ont directement exercé leur volonté et renversé un gouvernement (...). C'est un tournant historique qui porte le nom de révolution égyptienne» (3).

Pour le SWP comme pour le PCOI, l'armée bourgeoise (qui est la «colonne vertébrale de l'Etat égyptien» comme le rappelle pourtant le communiqué du PCOI),

serait donc devenue l'expression de la «volonté directe» des masses, elle aurait été «forcée» par les masses à renverser un gouvernement, se faisant le protagoniste d'une «seconde révolution».

Le PCOI s'affirme marxiste, mais, au moment où le slogan le plus populaire était «l'armée et le peuple, une même main!», ils contribuaient à répandre le fatal mensonge réformiste selon lequel il est possible pour les opprimés d'utiliser l'Etat bourgeois (en exerçant sur lui une pression par des manifestations pacifiques) en leur faveur.

A l'inverse le rôle des marxistes est d'avertir les prolétaires que l'armée est un ennemi encore plus implacable que les Frères Musulmans, parce qu'elle est le défenseur ultime du capitalisme qui les exploite et les condamne à la misère; ils doivent combattre l'absurde illusion qu'un coup fatal puisse être porté au pouvoir de la bourgeoisie parce que son bras armé a renversé un gouvernement en violation du pouvoir des urnes!

Si le communiqué du PCOI poursuit en disant que la «révolution» doit «se confronter directement et briser la colonne vertébrale de l'Etat égyptien, c'est -à-dire l'armée», on soupçonne aussitôt que ce ne sont que des mots vides quand la phrase est suivie d'un hommage au «magnifique mouvement Tamarrod» qui aurait «renforcé les positions de la révolution égyptienne». Or, ce mouvement, dont les dirigeants ont publiquement affirmé qu'ils travaillaient à la réconciliation des révolutionnaires et des *folouls* (partisans de l'ancien régime),

a été financé par des secteurs de la bourgeoisie égyptienne et il a été soutenu par la plupart des partis bourgeois, comme le parti de El Baradei ou le Front de Salut National dont le président est aujourd'hui premier ministre; il a toujours été en contact avec les cercles dirigeants de l'armée et après avoir soutenu la destitution de Morsi par les militaires, il a appelé à la création de milices pour aider l'armée et la police!

L'inconsistance des positions du PCOI éclate à propos des perspectives qu'il avance: «le plus grand danger (...) est de savoir si cette révolution restera une force d'opposition [ce n'est donc pas vraiment une révolution?] ou si le gigantesque mouvement de la Place Tahrir se transformera lui-même en pouvoir d'Etat basé sur la volonté directe de la population organisée dans ses organisations de base de masse».

Un pouvoir d'Etat basé sur la volonté directe de la population, c'est peut-être un idéal anarchiste, mais pour le marxisme c'est une utopie absurde: un pouvoir d'Etat est nécessairement basé sur des organisations et des structures de divers types et fondé sur une **force armée**. Il ne peut naître par une transformation indéterminée d'un mouvement d'opinion et de manifestations, mais par le **démantèlement** préalable du pouvoir d'Etat antérieur, par l'**insurrection** et la **prise révolutionnaire** du pouvoir. En outre, le marxisme ne connaît pas le *peuple*, mais les **classes sociales**, qui au sein de ce peuple ont des intérêts divergents: parler de peuple, c'est vouloir cacher l'existence de ces intérêts divergents et s'opposer à la lutte des classes.

Quant aux *organisations de base de masse*, les seules qui existent aujourd'hui sont liées à la bourgeoisie et à l'Etat, comme Tamarrod ou les organisations syndicales!

«La Place Tharir et l'immense mouvement du peuple égyptien doit passer de l'exercice de sa volonté [le PCOI nous a dit plus haut que l'instrument de cette volonté a été l'armée bourgeois!] pour changer les gouvernements et renverser différents représentants de la bourgeoisie, à la prise du pouvoir politique et à l'élaboration d'un nouveau système basé sur la liberté inviolable de la population, le bien-être et la dignité».

Le PCOI se garde bien de rappeler l'enseignement fondamental du marxisme selon lequel la seule voie pour renverser le capitalisme et réaliser l'émancipation du prolétariat et des masses opprimées est la lutte de classe menée jus-

qu'au bout, ce qui implique la création d'organisations classistes pour la lutte quotidienne (syndicats de classe, etc.), la constitution du parti de classe révolutionnaire, la prise violente du pouvoir et l'institution de la dictature prolétarienne. Au lieu de combattre grâce aux enseignements du marxisme la confusion régnant inévitablement parmi les masses mais également parmi les éléments poussés à l'avant-garde, le PCOI s'aligne par opportunisme sur cette confusion; cachant les positions marxistes, il débite les écoeuvants poncifs sur la liberté, la dignité, le peuple, dénoncés par Marx et Engels il y a plus d'un siècle et demi!

### L'ORIENTATION PETITE-BOURGEOISE DES SOCIALISTES RÉVOLUTIONNAIRES ÉGYPTIENS

Les Socialistes révolutionnaires sont le seul groupe égyptien connu d'extrême-gauche, et à ce titre il jouit au plan international d'une réputation de défenseur des positions marxistes dans la tempête sociale et politique qui secoue l'Egypte depuis le début du «printemps arabe».

Malheureusement cette réputation est usurpée et les SR, liés au SWP que nous avons cité au début de cet article, ont démontré leur incapacité totale à avoir une orientation politique de classe, marxiste, et leur suivisme congénital par rapport aux courants politiques dominants.

Dans leur «letter to supporters»(4) de la mi-août, les SR affirmaient ne pas vouloir «dissimuler ou mettre de côté certains de nos principes politiques pour bénéficier temporairement d'un soutien populaire à notre discours et nos slogans. Au contraire dissimuler certains de nos slogans ou de nos positions politiques pour obtenir des résultats politiques à court terme ne serait qu'une sorte d'opportunisme étranger aux Socialistes Révolutionnaires, qu'ils doivent absolument éviter».

Mais dans les faits, c'est l'opportunisme le plus débridé qui a caractérisé et caractérise leur politique. Ils ont soutenu des forces politiques diverses, mais toujours bourgeoises: leur seule constance est leur refus obstiné d'adopter des positions de classe! Nous allons le voir en passant rapidement en revue leurs prises de position au cours de ces dernières années.

Dans leur communiqué de condamnation du massacre du 14 août de centaines de manifestants islamistes, ils écrivaient: «les SR n'ont pas soutenu un seul jour le régime

( Suite en page 6 )

faucons américains et du gouvernement israélien! Comment cela s'explique-t-il?

La France, impérialisme de second rang mais pas moins avide pour cela, ne peut avoir une perspective aussi globale que les Etats-Unis; les intérêts de l'impérialisme tricolore sont beaucoup plus étroits et limités; il les défend avec d'autant plus d'agressivité qu'il n'a pas la puissance économique qui lui permettrait de le faire par des méthodes plus pacifiques, et il les défend sans se soucier des conséquences qui de toutes façons ne le toucheraient pas directement.

Sur la Syrie, il n'a cessé de balancer entre une politique de confrontation et des tentatives d'accommodement, suivant les avantages qu'il espérait en retirer à court terme, surtout pour ses investissements au Liban.

Après avoir été à peu près chassé du marché iranien en raison des sanctions américaines, l'impérialisme français a reporté ses convoitises sur les ennemis de l'Iran (et par voie de conséquence de son allié syrien) que sont les pays du Golfe et l'Arabie Saoudite. Il y a déjà plusieurs années que, sous Sarkozy, la France a installé une base militaire dans les Emirats et qu'elle promet de défendre ces derniers contre l'Iran: c'est une carte bien utile pour pouvoir vendre des armes à ces pays avec qui les rapports économiques, et aussi politiques, n'ont cessé de se développer, même si les soutiens de «notre ami l'Emir

du Qatar» à des mouvements «djihadistes» sont parfois un peu durs à avaler. Il en va de même pour ce qui est de l'Arabie Saoudite où de juteux contrats sont en discussion. L'hostilité vis-à-vis de l'Iran est pour l'impérialisme français la meilleure façon de promouvoir là-bas ses intérêts, y compris en jouant sur le mécontentement des monarchies pétrolières vis-à-vis des dernières péripéties de la politique américaine...

### PAS D'ALLIANCE AVEC DES FORCES BOURGEOISES!

Face à cet entrelacs sordide et sanglant d'intérêts capitalistes rivaux, porteurs de guerres et de massacres perpétuels, le danger pour les prolétaires est de se laisser prendre au piège d'une alliance avec telle ou telle force bourgeoise - et a fortiori avec leur Etat -, que ce soit au nom de l'urgence de la situation, de l'efficacité concrète de l'action ou parce qu'il faudrait d'abord lutter pour un objectif commun à tous (la paix, la démocratie, etc.) qui serait un préalable avant de pouvoir songer aux intérêts spécifiquement prolétariens. En réalité avec ce genre d'arguments qu'ils ressortent sans cesse, les bourgeois et petits-bourgeois cherchent tout simplement à utiliser la force potentiellement immense des prolétaires au service de leurs intérêts propres. Mais toutes les alliances interclassistes aboutis-

sent au résultat que les prolétaires sont politiquement exploités par leurs prétendus alliés, de la même façon qu'ils le sont économiquement par les mêmes! S'ils ne veulent pas voir leurs intérêts perpétuellement sacrifiés, s'ils veulent conquérir la possibilité de s'émanciper, les prolétaires des pays impérialistes comme des pays «dominés» ravagés par les conflits, ne peuvent se rattacher qu'à la perspective de leur lutte de classe, **indépendamment** et **contre** tous les forces bourgeoises, laïques ou religieuses. Seule en effet cette lutte, unissant les prolétaires de toute nationalité et de toute confession et dirigée par leur parti de classe international, pourra renverser l'infâme ordre bourgeois et établir sur ses ruines le pouvoir des exploités et des opprimés, la dictature prolétarienne. Cette perspective semble sans aucun doute lointaine aujourd'hui, mais elle est la seule qui mérite de lutter pour elle, car elle constitue la seule solution pour en finir à jamais avec toutes les horreurs et tous les crimes engendrés sur la planète par la mode de production capitaliste.

(1) La *Tendance Communiste Internationaliste* (regroupement international autour de la *Communist Workers Organisation* britannique et de *Battaglia Comunista*) écrivait que le vote hostile du parlement britannique s'expliquait par le fait que

les députés conservateurs avaient constaté l'absence de soutien à une intervention militaire parmi les électeurs de leurs circonscriptions! cf <http://www.leftcom.org/it/articles/2013-09-23/siria-l-agonia-cintiner%20C3%A0>.

Le CCI écrivait de même «ces bourgeoisies [américaine et occidentales - NdlR] ont affaire avec ce qu'elles appellent l'*opinion publique* (...). La population ne veut pas de cette intervention! (...) L'*opinion publique* défavorable à cette intervention (...) pose un problème aux bourgeoisies occidentales. Voici ce qui a finalement contraint la bourgeoisie anglaise à renoncer à intervenir militairement en Syrie», *Révolution Internationale* n°442 (septembre - octobre 2013).

L'*«opinion publique»*, les électeurs, permettraient donc, par l'intermédiaire d'un vote au parlement [de députés conservateurs!], d'arrêter ou d'empêcher les guerres, plus besoin de luttes ouvrières, de révolution! Les réformistes parlementaristes auraient donc eu raison contre Lénine? Il semblerait que ces analyses aient quand même provoqué quelques remous, au moins dans le CCI, car le n° suivant de R.I. attribuait le revirement anglais non plus à l'*opinion publique*, mais aux divisions de la bourgeoisie...

(2) Voir par exemple le *Financial Times* du 20/8/13 qui expliquait que militaires et services secrets britanniques étaient à fond contre une intervention militaire.

## De quelques réactions politiques à la prise du pouvoir par l'armée en Egypte

(Suite de la page 5)

de Mohammed Morsi ni les Frères Musulmans. Nous avons toujours été à l'avant-garde de l'opposition à ce régime criminel». La réalité est un peu différente.

Selon un câble confidentiel de l'Ambassade américaine au Caire (révélé par WikiLeaks), dès 2008, après la vague des grèves dans les industries textiles, les SR auraient fait partie d'un front regroupant les Frères Musulmans, les Nassériens, les partis Karama et Tagammu (partis bourgeois d'opposition parlementaire tolérés par le régime) pour une «transition vers une démocratie parlementaire» avant les élections présidentielles prévues en 2011, ce front espérant avoir le soutien de l'Armée et de la police (5).

Quoi qu'il en soit, les SR ont défendu publiquement l'orientation tracée par les dirigeants du SWP, selon laquelle des alliances avec les partis islamistes sont possibles, avec le slogan: «avec les Islamistes, parfois, avec l'Etat, jamais» (6). Et en pratique ils se sont alliés tantôt avec les uns tantôt avec l'autre...

Le 25 février 2011, une dizaine de jours après la chute de Mubarak, les SR signaient la déclaration ultra-réformiste d'une «coalition ouvrière de la révolution du 25 janvier» regroupant des «dirigeants, des figures emblématiques et d'autres personnalités liées au mouvement ouvrier» avec des représentants des Frères Musulmans, du Parti Communiste, de syndicalistes et d'ONG démocratiques. Ses deux premiers points étaient: «1. Formation immédiate d'un Conseil présidentiel civil. 2. Départ du gouvernement provisoire et constitution d'un gouvernement composé d'organismes nationaux qualifiés et complètement indépendants de l'ancien régime jusqu'à la tenue de nouvelles élections».

Alors que la situation était soi-disant révolutionnaire, aucune revendication même vaguement de classe, ne pouvait bien évidemment être émise par un tel rassemblement comprenant des adversaires déclarés ou camouflés de la lutte ouvrière! (7). Seul les septième et huitième et dernier points faisaient une timide allusion aux intérêts prolétariens en demandant la dissolution de la centrale syndicale officielle et la réinstallation des ouvriers licenciés ainsi que la «mise en œuvre des accords internationaux relatifs aux droits économiques et sociaux de façon à pouvoir jouir des libertés syndicales et de salaires corrects (...)».

Pendant toute cette période tumultueuse, on chercherait en vain des prises de positions classistes rappelant un minimum les orientations marxistes de la part des SR., uniquement intéressés par la recherche de «résultats à court terme».

En juillet 2011 ils participèrent ainsi à l'organisation d'un vendredi d'«union nationale» place Tharir contre le gouvernement provisoire, dans le cadre d'un «front uni» regroupant pratiquement tous les partis jusqu'à l'extrême-droite Salafiste: il s'agissait d'envoyer au «Conseil militaire le message que les forces politiques en Egypte ne peuvent être divisées», les différentes organisations ayant accepté de mettre de côté leurs divergences. Il était bien sûr impossible de prôner la lutte indépendante de classe tout en participant à un front qui comprenait des partis bourgeois, laïques ou religieux! Les manifestants Salafistes ayant profité de la manifestation pour demander l'application de la Sharia et la création d'un Etat islamiste, les partis laïques déclarèrent, dans un communiqué signé également par les SR, se retirer «au nom de leur principes pacifistes» et en signe de protestation que les «divergences» entre les participants aient été publiquement exprimées (8)!

Lors des élections présidentielles de juin 2012, les premières depuis la chute de Mubarak, les SR appelèrent à voter au second tour pour le candidat des Frères Musulmans (Mohammed Morsi); ils écri-

vaient dans leur déclaration, que ce serait une grave erreur de ne pas faire de différence entre le «réformisme des Frères Musulmans et le «fascisme» de Shafiq. Les Frères ont été soutenus par des millions aux élections qui aspirent (...) à une véritable démocratie». Appelant à «l'unité des révolutionnaires et des réformistes [c'est-à-dire les Frères Musulmans]», ils préconisaient la formation d'un «front national contre le candidat de la contre-révolution» et demandaient aux Frères Musulmans de former un gouvernement de coalition comprenant «tout l'éventail politique»!!! (9).

Face à l'argument qu'il n'y a pas de différence entre les généraux et les Frères Musulmans, les SR admettaient: «D'un point de vue de classe, si nous regardons leurs programmes, il n'y a pas de différences. Mais il existe une différence très importante. Les Frères Musulmans ont une base de masse – une capacité à mobiliser. (...) La base des Frères, et les masses qui les soutiennent, sont une audience pour la Gauche en Egypte. Ils sont une audience pour la révolution. Les SR ne «soutiennent» pas les Frères Musulmans. Mais dans la bataille entre les Frères Musulmans et les militaires, nous sommes sur les barricades avec les Islamistes» (10).

Donc, ce sont des réformistes qu'il faut appuyer parce qu'ils ont des millions de personnes avec eux: opportunisme, quand tu nous tiens...

Selon le marxisme, les «réformistes» sont des adversaires de la révolution, des partisans de l'ordre établi (les bolcheviks les qualifiaient d'agents de la bourgeoisie); mais ils réussissent à tromper les masses prolétariennes en affirmant défendre leurs revendications et en prétendant qu'elles peuvent être satisfaites par les moyens légaux et pacifiques, par de simples réformes. Il n'est pas possible d'arracher les prolétaires à leur influence par des alliances politiques avec eux (la funeste tactique du front unique politique), mais seulement par la mobilisation unitaire, à la base, pour la lutte pour ces revendications.

Comment peut-on écrire que Morsi est réformiste et que le «fasciste» Shafiq est le candidat de la «contre-révolution», si les deux candidats ont le même programme? Et si les masses qui soutiennent les Frères Musulmans, le font sur la base d'un programme aussi réactionnaire que celui des généraux, comment peut-on prétendre que ces masses sont une audience pour la révolution?

Mais la question la plus importante est celle-ci: est-il possible de combattre le fascisme ou la «contre-révolution», au moyen de bulletins de vote et en soutenant un parti réactionnaire? Les prolétaires n'ont-ils pas d'autre alternative que l'utilisation du mécanisme électoral bourgeois – institué pour les détourner de la lutte réelle –, et que le choix entre la peste et le choléra? S'allier avec des partis bourgeois, religieux ou laïcs, avec comme objectif des réformes démocratiques, est une trahison complète des intérêts prolétariens et de la lutte de classe, dès que nous ne sommes plus à l'époque des révolutions anti-féodales ou anti-coloniales (et même alors ou des alliances ponctuelles dans la lutte révolutionnaire étaient possibles, la condition était l'indépendance de classe du prolétariat).

Des millions d'Egyptiens comprirent, eux, que les élections ne pouvaient rien changer et, refusant de soutenir tant le candidat des généraux que celui des Frères Musulmans, ils s'abstinrent, donnant une leçon aux prétendus Socialistes Révolutionnaires...

Quelques mois plus tard, en novembre 2012, alors que l'impopularité des Frères Musulmans était à son comble au moment de changements constitutionnels décidés par Morsi, les SR abandonnaient leur croyance en la nature réformiste des Frères Musulmans: «Les masques de Morsi et des Frères Musulmans sont tombés (...). Ils ne sont, avec les restes de l'ancien régime, que les deux faces de la même médaille qui

est la tyrannie et l'ennemie du peuple» (11) s'indignaient-ils.

Cela ne les décidait cependant pas à suivre une politique prolétarienne d'indépendance de classe; irrésistiblement attirés par la perspective d'un rassemblement interclassiste, ils appelaient à la «formation d'une nouvelle Assemblée Constituante représentant tous les secteurs de la société» et à la formation d'un «gouvernement révolutionnaire de coalition jusqu'à l'adoption d'une nouvelle constitution et l'élection d'un nouveau gouvernement»! Le mot révolutionnaire servait ici à faire passer cette proposition, monstrueuse pour qui se dit marxiste, d'un gouvernement de tous les partis, concrétisant l'union nationale que les SR ont envers et contre tout préconisée...

Au printemps 2013 les SR s'engagèrent dans la campagne Tamarrod, bien qu'ils disent aujourd'hui qu'ils savaient que participaient à cette campagne non seulement diverses forces bourgeoises et capitalistes, y compris du régime Mubarak, mais même les Mukabarat, la police secrète (12)! La campagne Tamarrod n'avait rien de révolutionnaire ni de prolétarien; c'était une collecte massive de pétitions, financée par de grands capitalistes et relayée par les médias opposés aux Frères Musulmans pour demander la démission du gouvernement Morsi; son but était de contenir dans le cadre du régime bourgeois le mécontentement généralisé causé par la politique gouvernement et la crise sociale persistante. Lors de ces manifestations les dirigeants de Tamarrod avaient demandé et obtenu qu'il n'y ait pas de drapeaux et de banderoles ouvrières. Les SR expliquent aujourd'hui que c'était une condition de l'armée: «L'armée ne voulait pas un rôle clairement visible de la classe ouvrière, elle voulait que cela soit un moment d'unité nationale, avec des drapeaux égyptiens et c'est tout. Tout le monde ensemble – les restes de l'ancien régime, les révolutionnaires, la gauche, la droite, les grands capitalistes, tous ensemble» (13).

Il est facile de comprendre que ces manifestations ouvraient inévitablement la voie au coup d'Etat militaire pour renverser Morsi. Les SR approuvèrent cette action de l'armée en la présentant comme une **second** révolution imposée aux militaires par la révolte des masses (les prises de position du SWP citées au début de cet article ont été écrites par les SR): «Al Sissi a fait le 3 juillet 2013 ce que fit avant lui Hussein Tantawi le 11 février 2011 – il acquiesça à la volonté de la foule en révolte, non par patriotisme (!) ou par ferveur révolutionnaire, mais par peur de la révolution» (14). Selon leur analyse, les militaires allaient maintenant jouer la carte des forces de l'opposition libérale pour tenter de «faire avorter la révolution».

En réalité les militaires avaient si peu acquiescé à la volonté révolutionnaire des masses, que, s'appuyant sur la confiance de celles-ci, ils s'employèrent aussitôt à consolider le pouvoir répressif de l'Etat, se lançant dans des massacres répétés des partisans de Morsi, nommant des représentants de l'ancien régime aux postes de gouverneurs, envoyant les soldats briser les grèves et organisant une grande campagne de propagande nationaliste, dont les réfugiés syriens et palestiniens ont été les premières victimes.

Face à cette nouvelle situation, les SR ont déclaré en août qu'il était «de la plus grande importance de relancer le projet d'un Front Révolutionnaire avec des partis qui défendent les principes, qui ne vont pas dans les bras de l'Etat et du nouveau gouvernement, ni ne sont alliés avec les Islamistes contre l'Etat, et qui adoptent le programme des revendications de la révolution et des ses buts» (14).

Ce «Front Révolutionnaire» vit le jour fin septembre. Une fois encore, on peut constater qu'il s'agit d'une initiative n'a absolument rien de prolétarien: redistribution des richesses, pleine égalité entre les individus, opposition à un régime autoritaire, jugement des crimes, politique extérieure garantissant l'indépendance nationale, tels sont ses points programmatiques. Le Front prévoit de lancer des cam-

pagnes pour une «déclaration du droit des Egyptiens» (apparemment les classiques – et bourgeois – «droits de l'homme» ne s'appliquent pas aux Egyptiens), pour la reconnaissance des droits sociaux et économiques dans la future Constitution, et pour un «audit» sur la dette extérieure de l'Egypte afin de ne payer que celle qui a été «utilisée dans l'intérêt de l'ensemble des Egyptiens» (15).

Ce programme typiquement petit-bourgeois ne peut pas être une surprise, si on considère quels sont les groupes ou partis qui composent ce Front; outre les SR et diverses personnalités, on y trouve en effet le Parti de l'Egypte Forte, parti islamique scissionniste des Frères Musulmans, «modéré» mais cent pour cent bourgeois (qui avait obtenu 17% des voix aux élections présidentielles), le Mouvement du 6 Avril (organisation petite-bourgeoise, patriotique et pacifiste, née sur la lancée des luttes ouvrières de 2007; une partie a soutenu le coup d'Etat des militaires après avoir soutenu Morsi aux élections présidentielles), etc. D'authentiques révolutionnaires marxistes n'auraient rien à faire dans un tel front dont l'activité, si elle se concrétise, ne peut être que contraire à la lutte pour l'indépendance de classe du prolétariat.

Pour montrer ce qu'est la position marxiste, citons des extraits d'un texte de Lénine, écrit pour définir l'attitude des «social-démocrates» (lire : des communistes ou des marxistes) vis-à-vis des autres forces d'opposition. Précisons qu'alors en Russie la révolution bourgeoise contre l'ancien régime pré-capitaliste n'avait pas eu lieu; plusieurs classes sociales étaient donc intéressées au renversement du régime semi-féodal tsariste – alors que dans l'Egypte actuelle le capitalisme est le mode de production dominant et qu'il n'y a plus de révolution bourgeoise possible; donc des alliances partielles et limitées avec d'autres forces d'opposition représentant ces classes étaient possibles dans le cadre de la lutte contre le tsarisme – ce qui n'est plus le cas en Egypte. Précisons aussi qu'il n'existait pas encore de véritable parti et que Lénine fixait comme but au travail des révolutionnaires la formation de ce parti.

Lénine écrit: «Tout en montrant la solidarité qui unit tels ou tels groupes d'opposition aux ouvriers, les social-démocrates mettront toujours les ouvriers au premier plan; ils s'attacheront toujours à expliquer le caractère temporaire et conditionnel de cette solidarité; ils souligneront toujours que le prolétariat est une classe à part qui, demain, peut se trouver opposé à ses alliés d'aujourd'hui. On nous dira: «cette mise au point affaiblira tous ceux qui combattent à l'heure actuelle pour la liberté politique».

Une telle mise au point, répondrons-nous, **fortifiera** tous ceux qui combattent pour la liberté politique. Seuls sont forts les combattants qui s'appuient sur les intérêts réels, bien compris de classe déterminées; et tout escamotage de ces intérêts de classe (...) ne fera qu'affaiblir les combattants» (17).

La politique des SR ne pourrait pas être plus éloignée des préceptes de Lénine!

\* \* \*

Il n'existe historiquement pas de possibilité en Egypte d'autre révolution que la révolution prolétarienne; et cette révolution ne pourra se limiter aux frontières du pays, elle sera partie intégrante de la **révolution communiste mondiale**. La crise de régime dans lequel se débat aujourd'hui le pouvoir bourgeois n'est pas encore le prologue de la révolution communiste prolétarienne; mais elle peut et doit être mise à profit par le prolétariat égyptien pour se préparer à la future lutte finale et donner un exemple aux prolétaires du monde.

Les convulsions politiques qui secouent l'Egypte depuis deux ans ont leurs racines dans la crise économique et sociale dans laquelle ce pays, plus que d'autres, est plongé. Pour sortir de sa crise le capitalisme égyptien n'a pas d'autre choix que de s'attaquer beaucoup plus fortement aux prolétaires et aux masses déshéritées. C'est la voie qu'indiquait le FMI et que les Frères

Musulmans hésitaient à suivre jusqu'au bout, non à cause de leur prétendu «réformisme», mais par crainte de déchaîner la lutte des masses prolétariennes. Incapables de fournir aux capitalistes ce qu'ils leur demandaient, les Frères Musulmans ont été balayés avec sauvagerie par les «hommes en armes» qui sont l'essence de tout Etat bourgeois. L'aide financière accordée par les pétro-monarchies aux nouvelles autorités ne peut être qu'un remède temporaire : les attaques contre le prolétariat sont plus que jamais à l'ordre du jour en Egypte, d'autant plus que les recettes du tourisme, secteur économique particulièrement important, ont dramatiquement fondu à cause des troubles récents. La lutte entre les classes ne peut par conséquent que s'intensifier et le prolétariat égyptien devra mener de dures batailles pour résister aux capitalistes. Il a déjà montré sa capacité à lutter, dès l'époque du régime de Moubarak, et la destitution de Morsi et la constitution d'un nouveau gouvernement par les militaires ne semble avoir entraîné qu'une trêve temporaire dans les grèves.

Cependant pour lutter avec succès contre un ennemi de classe implacable et ses multiples partis, pour non seulement lui résister et lui arracher quelques conces-

sions, mais pour le renverser, il lui faudra bâtir ses propres organisations de classe, et constituer son propre **parti révolutionnaire de classe**.

C'est un objectif qui ne peut être **immédiatement** réalisé, ne serait-ce que parce qu'il implique la lutte politique préalable d'éléments d'avant-garde, à l'exemple des social-démocrates de l'époque de Lénine, contre toutes les fausses perspectives, contre les adversaires ouverts et contre les adversaires masqués, contre les militaires et les démocrates, contre les islamistes et contre les courants petits-bourgeois qui essayent de se faire passer pour des révolutionnaires, comme les SR.

Mais pour les prolétaires d'Egypte comme pour ceux du monde entier, il n'y a pas d'autre voie.

15/10/2013

(1) <http://socialistworker.co.uk/art/33814/Second+revolution+brings+down+Egypt's+president>

(2) Ibidem

(3) <http://communisme-ouvrier.info/?L=avancee-historique-de-la>

A notre connaissance, le PCOI n'a pas

publié d'autres communiqués sur les événements en Egypte.

(4) <http://socialistworker.co.uk/art/34144/Egyptian+Revolutionary+Socialists+letter+to+supporters>

(5) <http://wikileaks.ch/cable/2008/12/08CAIRO2572.html>

C'était le compte-rendu de discussions avec un dirigeant du «Mouvement du 6 avril» de retour des USA. L'ambassade ajoutait qu'elle ne pouvait confirmer la réalité du plan exposé par ce dernier, plan qu'elle jugeait «*irréaliste*».

(6) [http://www.sa.org.au/index.php?option=com\\_k2&view=item&id=7333:egypt-sometimes-with-the-islamists-never-with-the-state&Itemid=386](http://www.sa.org.au/index.php?option=com_k2&view=item&id=7333:egypt-sometimes-with-the-islamists-never-with-the-state&Itemid=386)

(7) <http://www.internationalviewpoint.org/spip.php?article2102>

Le PC qui, sous Moubarak, faisait partie du parti Tagammu, est implanté dans la bureaucratie syndicale; comme le Tagammu il a été hostile au mouvement de masse, aux grèves et aux manifestations qui ont fait tomber Moubarak. Les différentes ONG dépendent de financement de sources américaines. Quant aux Frères Musulmans, ils ont bien sûr toujours été opposés à la lutte de classe.

(8) <http://english.ahram.org.eg/News/17654.aspx>

17654.aspx

(9) <http://socialistworker.co.uk/art/28103/Revolutionary+Socialists+statement+on+Egypt's+presidential+elections>

(10) [http://www.sa.org.au/index.php?option=com\\_k2&view=item&id=7372:the-road-to-morsis-victory&Itemid=386](http://www.sa.org.au/index.php?option=com_k2&view=item&id=7372:the-road-to-morsis-victory&Itemid=386)

(11) <http://www.socialistworker.co.uk/art/29537/No+to+dictatorship%2C+no+to+trading+on+the+revolution+and+the+martyrs>

(12) <http://socialistworker.org/2013/09/03/the-main-enemy-is-the-state>

(13) [opendemocracy.net/sameh-naguib-rosemary-bechler/egypt%E2%80%99s-long-revolution-knowing-your-enemy](http://opendemocracy.net/sameh-naguib-rosemary-bechler/egypt%E2%80%99s-long-revolution-knowing-your-enemy)

(14) <http://socialistworker.co.uk/art/33815/Egypt%3A+Four+days+that+shook+the+world>

(15) <http://socialistworker.co.uk/art/34144/Egyptian+Revolutionary+Socialists+letter+to+supporters>

(16) [http://www.lcr-lagauche.be/cm/index.php?view=article&id=3023:egypte-declaration-constitutive-du-front-l-chemin-de-la-revolution-thuwar-r-&option=com\\_content&Itemid=53](http://www.lcr-lagauche.be/cm/index.php?view=article&id=3023:egypte-declaration-constitutive-du-front-l-chemin-de-la-revolution-thuwar-r-&option=com_content&Itemid=53)

(17) Lénine, «*Les tâches des social-démocrates russes*» (1898), (Œuvres, tome 2

## NOTES DE LECTURE

# Isaac Joshua et la révolution

Isaac Joshua, présenté comme «auteur marxiste», vient de publier un ouvrage au titre alléchant: «*La révolution selon Karl Marx*» (1). Militant dans les années soixante-dix du groupe *Révolution!* issu de la Ligue Communiste, puis de l'Organisation Communiste des Travailleurs; il est aujourd'hui membre du «conseil scientifique d'Attac». Il nous a semblé intéressant de dire quelques mots du livre d'un livre qui risque fort d'égarer les lecteurs.

Ecartons tout d'abord le faux procès que lui fait *Révolution Internationale* (2). Isaac Joshua ne nous semble pas vouloir un capitalisme d'Etat car il écrit à la page 35 de son livre:

«*La nationalisation des grands groupes risque fort de ne déboucher que sur un autre capitalisme, fut-il d'Etat: pour l'éviter il ne suffit pas de changer l'étiquette sur le flacon. Dans l'entreprise, dans l'atelier, la nouvelle façon de produire crée les conditions d'une appropriation collective. Mais pour qu'elle aboutisse à un tel résultat, il faut un acte particulier, qui ne se contente pas de peler l'écorce pour manger le fruit.*

*L'abolition de la propriété privée n'est que le premier pas pour s'attaquer à l'organisation de la production, non en revenant vers l'ancien manquement individuel d'outils individuels, mais en révolutionnant le procès de travail et les outils avec lesquels il fonctionne, de façon à créer un collectif de travailleurs capable de maîtriser le collectif des moyens de production».*

Bien qu'il n'analyse pas l'URSS et les anciens pays de l'Est, la Chine et Cuba, comme des pays capitalistes d'Etat, il les critique cependant. Mais ses positions sont très éloignées de celles de Marx. Pour lui en effet, les forces productives ne sont pas en contradiction avec les rapports de production. La dictature du prolétariat ne serait pas nécessaire selon lui. Et au final, le but ne serait pas le communisme, mais un communisme à géométrie variable.

## LES FORCES PRODUCTIVES

Isaac Joshua cite la célèbre préface à la Critique de l'économie politique de Karl Marx; citons la nous aussi une nouvelle fois: «*Dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent dans des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles (...). A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels ils s'étaient mus jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une*

*période de révolution sociale.*

Joshua n'est pas d'accord avec cette thèse de Marx. Pour lui les rapports de production marquent de leur sceau les forces productives qui les ont engendrées, au point que celles-ci soient inutiles ou même nuisibles aux rapports de production futurs. C'est ce que soutenait dans «*Calcul économique et formes de propriété*» (3) Charles Bettelheim dont Joshua fut l'élève. S'il y a des **productions** qui disparaîtront sous le communisme (exemple évident: la production d'armement), si les forces productives seront réorganisées de fond en comble selon un plan unique mondial répondant aux besoins de l'humanité, ce sont bien ces forces productives elles-mêmes (dont la principale est ... le prolétariat) qui sont à la racine des bouleversements politiques et sociaux et non les idées et les idéologies. Mais il est tout aussi faux d'attendre du développement des forces productives l'instauration mécanique des rapports de production supérieurs. Ce serait du plus grossier réformisme que de croire que le capitalisme peut se transformer en socialisme grâce au «*progress*» de ces dernières. C'est la lutte du prolétariat dirigé par son parti qui libère la machine de son usage capitaliste et en fait le fondement matériel du mode de production socialiste, en brisant le pouvoir politique bourgeois et en instaurant la dictature du prolétariat, indispensable pour révolutionner les rapports de production.

## LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Or Joshua émet des doutes sur la centralité du potentiel révolutionnaire de cette classe: le prolétariat. Comme le montre la citation que nous avons faite au début, Joshua ignore le parti dont le rôle est de centraliser et de diriger la lutte prolétarienne de classe. Sa théorie est proche de celle du socialisme d'entreprise cher à Gramsci et aux gramscistes: il préfère partie de l'usine capitaliste, de l'atelier, refusant de voir la nécessaire lutte centrale pour détruire l'Etat bourgeois. Le révisionnisme de Joshua est un révisionnisme à la Kautsky, dans la mesure où il combat la théorie marxiste de la dictature du prolétariat et propose un Etat «allégé»: le socialiste allemand Kautsky, le grand théoricien de la *Ile Internationale*, affirmait que ce n'était là qu'un «*petit mot*» que Marx n'avait employé qu'une fois ou deux dans son oeuvre. Dans «*L'Etat et la révolution*» Lénine répliqua au «*renégat*» qu'il vidait ainsi le marxisme de

toute sa substance. Mais pour Joshua qui retaille la barbe de Marx, la thèse du dépérissement de l'Etat expliquée dans cet ouvrage est une «*illusion*». Or ce que nous ne dit pas notre radoubeur du marxisme, c'est que ce «*simplificateur*» (!) de Lénine était capable d'analyser très profondément la nature de l'Etat en Russie en parlant en 1921 d'un Etat ouvrier avec déformation bureaucratique dans un pays où les paysans étaient la majorité.

Dans les périodes de recul de la lutte de classe, il se trouve toujours d'anciens marxistes (ou pseudo-marxistes) pour jeter le bébé des théories de Karl Marx (l'extinction de l'Etat, la nécessité de la destruction de l'Etat bourgeois, etc.) avec l'eau sale du bain stalinien.

Le communisme est une société sans classes, sans argent, sans Etat, où les producteurs associés seront logés, vêtus, nourris selon leurs besoins; or pour Joshua, les besoins sont illimités. Disons-le tout net, nous ne sommes pas d'accord avec cette thèse. Les besoins sont au contraire naturellement limités. Exemple: dans un restaurant où le pain est en abondance, les convives ne se jettent pas dessus et ne consomment que la quantité nécessaire pour satisfaire leurs besoins.

Mais Joshua pense que la formule «à chacun selon ses besoins» doit être combinée avec des parts égales et avec la formule «à chacun selon son travail» qui marque pour Marx l'étape inférieure du communisme. Il parle de gisements de communisme dans la société actuelle, en donnant l'exemple de la santé, où on ne serait pas soigné selon le portefeuille, mais selon sa maladie donc selon ses besoins. C'est oublier un peu vite qu'il y a une médecine pour les riches et une médecine pour les prolétaires! Et c'est faire de la société actuelle un avant-goût du paradis communiste, alors que c'est un enfer capitaliste...

Isaac Joshua préfère la démocratie avec ses médiations politiques au but final communiste où la politique n'existe plus. Comme l'écrit la revue «*Alternatives Economiques*» qui trouve cela «*intelligent et novateur*», pour Joshua, «*il n'y aura pas de Grand Soir, mais une évolution progressive vers le communisme*» (4): son «*acte particulier*» n'est pas la révolution. Dans un article récent sur la crise (5), il écrit que la réponse à celle-ci est «*une autre croissance, avec une autre façon d'aménager la vie dans le long terme (?)*», surtout pas la révolution pour la liquidation du capitalisme!

C'est en réalité une très vieille thèse, et tout sauf intelligente car elle a été démentie par l'histoire: la thèse d'un Bernstein par exemple qui dans les premières années du vingtième siècle affirmait que les positions révolutionnaires de Marx et d'Engels n'étaient que des archaïsmes hérités des attitudes barricadières de 1848, alors que le capitalisme était selon lui entré dans une ère de progrès pacifique et avait définitivement

surmonté ses crises économiques. Révisionniste et social-démocrate, Isaac Joshua a bien sa place à ATTAC; mais pas plus que les gros ouvrages de Bernstein ou de Kautsky et la propagande éternelle des réformistes, son petit livre ne pourra conjurer le spectre de la révolution.

(1) Editions Page Deux, Lausanne 2012

(2) *Révolution Internationale* (organe du CCI) n°442

(3) Editions Maspéro, 1970

(4) *Alternatives Economiques* n°323 (avril 2013)

(5) cf <http://www.contretemps.eu/interventions/crise-troisieme-type>

## « el proletario »

Órgano del  
partido comunista internacional  
No 3 - Octubre de 2013

- Del 15 de Mayo al 25 de Abril
- Accidente ferroviario en la línea Madrid-Ferrol. A alta velocidad hacia la muerte
- ¿Dónde está Nin?
- Sobre nuestro trabajo de partido en los organismo inmediatos
- Huelga General en Portugal
- Corrupción, desfalco, nepotismo son consecuencias del capitalismo y solo desaparecerán cuando este sea borrado de la faz de la tierra por el proletariado

Precio del ejemplar: Europa : 1,5 €, 3 FS ; América latina: US \$ 1,5; USA y Cdn: US \$ 2.

## «el programa comunista» N°50, Septiembre de 2013

- Presentación
- Bajo el mito de la Europa unida se incuban los antagonismos entre las potencias imperialistas y maduran, inexorablemente, irremediables enfrentamientos que llevan hacia la tercera guerra mundial si la revolución proletaria no lo impide
- La «cuestión china» (II)
- Amadeo Bordiga - Siguiendo el hilo del tiempo: La doctrina del diablo en el cuerpo
- Las dos caras de la revolución cubana
- El partido comunista de Italia frente a la ofensiva fascista (1921-1924) - (2) (Informe a la Reunión General del Partido en Florencia - del 30 de abril al 1° de mayo de 1967)

## REVISTA TEÓRICA

Precio del ejemplar: 3 €.; América latina: US \$ 1.5; USA y Cdn: US\$ 3; £ 2; 8 FS; 25 Krs.  
Precio solidario: 6 €.; América latina: US\$ 3; USA y Cdn.: US\$ 6; 6 £; 16 FS; 50 Krs.  
Suscripción: el precio de 4 ejemplares.



# Solidarité de classe avec les prolétaires sans-papiers!

L'expulsion de Léonarda, la jeune lycéenne Kosovar, avec toute sa famille, s'est transformée en une affaire politique de premier plan avec l'intervention à la télévision de Hollande. Inquiet devant la mobilisation en traînée de poudre des lycéens contre cette expulsion et celle de Khatchik Katchatryan (lycéen arménien), le président annonçait que Léonarda était autorisé à revenir en France, mais sans ses parents (ni ses frères et sœurs, eux aussi scolarisés en France) et qu'une circulaire allait être publiée pour «sanctuariser l'école», c'est-à-dire interdire l'expulsion dans le cadre scolaire: en clair on attendra que le jeune sorte de l'école pour l'expulser!

Sous Sarkozy les expulsions de jeunes scolarisés avaient pratiquement cessé en raison de l'indignation qu'elles suscitaient (et les lycéens expulsés avaient finalement pu revenir); elles ont repris sous Hollande: le changement, c'est maintenant!

Peut-être pour calmer un peu les bonnes âmes de «gôche», le gouvernement a déclaré que 36.000 personnes avaient été régularisées en 2012 et qu'environ 17.000 personnes avaient profité de la circulaire de novembre 2012, censée assouplir les critères de régularisation. Mais pour démontrer sa «fermeté», Valls affirmait au même moment que le nombre de «retours contraints» (euphémisme policier de gauche pour désigner les expulsions) s'élevait à 13.510 au 31 août dernier, ce qui représentait selon lui une «tendance supérieure à celle constatée entre 2009 et 2011». Plus fort que Sarkozy!

Le RESF (Réseau Education Sans-Frontières), la plus grande association de soutien aux sans-papiers, a publié un communiqué sur l'affaire Léonarda où il fustige le «manque de courage politique» des autorités qui ne veulent pas changer les lois édictées par le gouvernement précédent, qui laissent l'application de la circulaire au bon vouloir des préfets («la famille de Léonarda rentrait presque [sic!] dans les clous de cette circulaire très restrictive»).

Mais qui manque de courage politique? Le RESF reconnaît lui-même que Hollande applique son programme (1), tout en se lamentant que «les électeurs de gauche» et «une partie de l'opinion publique» attendaient autre chose: «quelques gestes forts», une attention «aux situations individuelles des personnes vivant en France depuis des années», c'est-à-dire une manière un peu plus humaine de mener la même politique fondamentale! La circulaire que le RESF juge maintenant «très restrictive», a été rédigée à la suite de consultations du ministère avec la «Plate-forme 12» regroupant un certain nombre de syndicats et d'associations dites de

soutien aux sans-papiers: CGT, FSU, UNEF, RESF, MRAP, SOS Racisme, CIMADE, JOC, LDH, Autre Monde, Femmes Egalité, Collectif 31- il n'était évidemment pas envisageable de demander à des organisations de travailleurs sans-papiers de participer à des réunions où l'on discutait de leur sort! (2). Si les associations en général se sont dites déçues que leurs demandes n'aient pas été suffisamment reprises (bien qu'elles aient pourtant dès le départ abandonné la revendication centrale de régularisation de tous les sans-papiers, pour ne discuter que des critères d'une régularisation partielle) (3), elles se sont fixé comme objectif de faire appliquer cette circulaire; celle-ci laissait pourtant de côté la très grande majorité des prolétaires sans-papiers (en leur demandant de fournir des bulletins de salaire, alors qu'ils ne peuvent travailler qu'au noir!) pour s'intéresser surtout aux familles d'enfants scolarisés, et avec des critères plus restrictifs que ceux d'une semblable circulaire publiée par le gouvernement Sarkozy en 2007!

Cela fait maintenant plusieurs décennies que, sous Giscard d'Estaing, l'immigration a été officiellement stoppée en France; la conséquence en a été le plongeon dans l'«illégalité» et le travail au noir de plusieurs centaines de milliers de prolétaires (ils seraient aujourd'hui autour de 400.000 selon les estimations les plus courantes), et la menace pour des centaines de milliers d'autres de connaître cette situation à la suite du non-renouvellement de leur carte de séjour (la carte de 10 ans et son renouvellement à peu près automatique seraient dans le collimateur du gouvernement). Ces prolétaires constituent un réservoir de main d'oeuvre taillable et corvéable à merci, dociles par force, parce qu'ils sont toujours sous la menace d'une expulsion et que la propagande bourgeoise contre les «clandestins» les désigne comme des bouc-émissaires, attisant la xénophobie et le racisme pour diviser les travailleurs. Cette main d'oeuvre surexploitée est devenue indispensable dans certains secteurs capitalistes, principalement dans la construction, la restauration, la confection, l'agriculture, etc., et elle est utilisée aussi pour faire pression sur les salaires des prolétaires en règle. C'est pour cette raison que tous les gouvernements de gauche ou de droite suivent la même politique dans ce domaine, et non parce que la gauche manquerait du courage politique pour être fidèle à ses «valeurs»: ces valeurs, ce sont en réalité, comme chez tous les réformistes, la collaboration entre les classes, la défense de l'ordre bourgeois

et de la bonne santé du capitalisme national. En appeler, comme le RESF et les démocrates bien-pensants, aux «valeurs de la gauche», rappeler les gestes et les déclarations des politiciens de gauche lorsqu'ils étaient dans l'opposition, pour essayer de faire fléchir le gouvernement, ce n'est pas faire preuve d'aveuglement ou d'imbécillité politique (4); c'est essayer de tromper les prolétaires en leur donnant de faux espoirs sur ce qu'ils peuvent attendre des autorités actuelles; c'est essayer de cacher que le gouvernement suit avec constance et fermeté une politique ouvertement anti-ouvrière, xénophobe, comme le démontrent aussi les expulsions de Roms et les démantèlements de leurs campements, plus nombreux qu'à l'époque du gouvernement Sarkozy

Au delà de la sincérité de leurs militants qui se mobilisent pour les sans-papiers, le rôle objectif de ces associations de soutien, qui explique pourquoi elles sont reconnues et écoutées par les divers gouvernements, est, comme pour toutes les organisations collaborationnistes, de prévenir l'apparition de luttes prolétariennes et de les contrôler quand elles apparaissent quand même. Car si les gouvernements successifs font preuve d'une parfaite continuité dans leur attitude vis-à-vis des prolétaires sans-papiers, ils sont aussi régulièrement confrontés à des luttes, parfois de grande ampleur, qui ont permis des régularisations de grande ampleur. Malgré le véritable état d'exception sous lequel ils vivent, malgré leur isolement, les prolétaires sans-papiers constituent potentiellement une bombe sociale dont les diverses associations et syndicats ont pour rôle d'empêcher l'explosion.

Il est indéniable que les militants des associations, y compris charitables ou religieuses, peuvent apporter un soutien précieux à des familles et des individus isolés et sans autres possibilités; mais le soutien dont ont besoin les centaines de milliers de prolétaires sans-papiers, ils ne peuvent pas l'attendre de ces associations et syndicats: ils ne pourront le trouver qu'auprès des autres travailleurs à qui une situation moins précaire permet plus facilement de résister aux attaques patronales. Ce que les prolétaires sans-papiers demandent, ce n'est pas la charité, mais la solidarité de leurs frères de classe dans la lutte contre l'ennemi commun, le capitalisme. Les prolétaires français ou étrangers «en règle» doivent comprendre que le sort des sans-papiers les concerne au premier chef et que le soutien à leurs luttes et leurs revendications est une nécessité: laisser une partie d'entre eux complètement à la merci des capitalistes et de leur Etat, affaiblit tous les prolétaires.

**Régularisation immédiate et sans condition de tous les sans-papiers!**

**Arrêt des expulsions et des refoulements! Retour des expulsés!**

**Abrogation de toutes les entraves à la**

groupes les plus importants de travailleurs d'origine étrangère, et la religion musulmane la deuxième de la province. La Charte est dans les faits dirigée contre les travailleurs immigrés et plus particulièrement les femmes qui portent des signes de la religion musulmane.

Au-delà des calculs politiques à court terme, l'initiative du PQ a un but plus important: paralyser les luttes contre les méfaits du capitalisme par la division des prolétaires et en faisant croire aux prolétaires québécois qu'ils partagent avec leur exploités des valeurs communes à défendre contre les prolétaires étrangers. Mais les prolétaires n'ont rien à défendre avec les capitalistes, ils doivent les combattre s'ils ne veulent pas rester éternellement leurs esclaves! Les «valeurs» de classe sont à l'opposé des «valeurs québécoises», parce qu'elles sont à l'opposé des valeurs bourgeoises: internationalisme prolétarien contre interclassisme nationaliste.

L'opposition au projet de charte du PQ n'est pas un objectif démocratique ou humanitaire; c'est un besoin de la lutte prolétarienne: **prolétaires de toute origine et de toute tradition, unissez-vous contre le capitalisme et ses laquais, laïques ou religieux!**

**circulation des prolétaires!**

**Fermeture des centres de rétention!**

Ce sont des revendications ne sont évidemment pas à quémander à l'Etat bourgeois; correspondant aux besoins immédiats des prolétaires sans-papiers, elles définissent des axes de lutte permanents pour tous les travailleurs soucieux de la défense de leurs intérêts de classe et conscients de la nécessité dans ce but de la **solidarité prolétarienne**:

**Pour la reprise de la lutte prolétarienne anticapitaliste!**

**Union dans la lutte anticapitaliste des prolétaires immigrés et français, avec ou sans-papiers!**

**Non au contrôle de l'immigration!**

(1) Le 50e engagement de son programme électoral disait: «je conduirai une politique implacable contre l'immigration illégale», c'est-à-dire contre les prolétaires sans-papiers. Comme par hasard, ce sont les promesses anti-ouvrières qui sont les mieux respectées!

(2) La CFDT, Solidaires (syndicats SUD), l'UNSA, etc., qui avec la CGT négociaient une circulaire gouvernementale sur le dos des sans-papiers lors des luttes de 2009 (cf *Le Prolétaire* n°494), ne font pas partie de ce rassemblement.

(3) cf *Le Prolétaire* n° 505

(4) Le RESF n'ignore pas qu'un certain Manuel Valls, lorsqu'il était député d'opposition, avait parrainé un sans-papier congolais, Francis Mumbudi, qui n'est toujours pas régularisé. Maintenant qu'il est ministre de l'intérieur, Valls se contente de faire dire par ses services que Mumbudi «est en situation irrégulière et que la loi s'applique à tout le monde!» Cette anecdote montre mieux qu'un long discours ce qu'il faut attendre des gestes des canailles politiciennes de gauche dont se gargarisent les démocrates... cf liberation.fr/societe/2013/11/07/francis-mumbudi-le-sans-papiers-parraine-par-valls-sans-succes\_945089

**Notre site Internet :**

[www.pcint.org](http://www.pcint.org)

**Adresse e-mail :**

[leproletaire@pcint.org](mailto:leproletaire@pcint.org)

**SOUSCRIPTION PERMANENTE**

**Quatrième liste 2013**

Aix, octobre: 190,00 ; novembre: 60 / Eric:

7,50 / François: 7,50 / Gilbert: 27,50 /

Laval: 14,00 / Paris: 900,00

**Total liste: 1206,50**

**Total général: 4227,00**

**Points de contact:**

**Aix-en-Provence, Paris:** pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

**CORRESPONDANCE :**

**Pour la France :** Programme, B.P. 57428, 69347 Lyon Cedex 07

**Pour la Suisse :** Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens

**Pour l'Italie :** Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «proletaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**

## La «Charte des Valeurs Québécoises», une charte anti-prolétarienne

En septembre le gouvernement du Parti Québécois (PQ) a rendu public son projet de loi d'une «Charte des Valeurs québécoises».

Au nom de la «laïcité», elle prévoit d'interdire le port de signes religieux «ostentatoires» pour les travailleurs du service public: juges, policiers, personnels des hôpitaux et services sociaux, des établissements scolaires, employés municipaux, éducatrices en garderies, etc. Il s'agirait, selon le PQ, d'assurer la neutralité de l'Etat vis-à-vis de la religion; mais le ministre qui a présenté ce projet a aussitôt précisé qu'il y avait une exception pour les signes catholiques (comme le crucifix trônant au Parlement) «parce que «la religion a joué un rôle fondamental dans l'histoire du Québec» et qu'il faut «préservé cet héritage»! Pour cette grenouille de bénitier laïque, il y a une bonne religion, celle qui a aidé à discipliner les travailleurs québécois. On voit le caractère réactionnaire de ces «valeurs québécoises»...

Confrontés aux désillusions de leur électorat depuis leur arrivée au gouvernement,

les nationalistes du PQ ont recours à la xénophobie pour essayer de regagner un peu de popularité. Le Syndicat de la Fonction Publique du Québec (seul représentant légalement reconnu des travailleurs de la Fonction Publique) a approuvé cette charte; les petits-bourgeois de Québec Solidaire l'ont critiquée et ils ont publié un projet alternatif qui stipule l'interdiction des signes religieux aux seuls «fonctionnaires d'autorité» (juges, policiers, etc.); mais ils ont gardé le point selon lequel pour bénéficier des services publics, il faut avoir «la tête découverte», autrement dit ne pas porter le voile islamique! Si vous portez le voile, vous devrez marcher à pied et rester malade selon ces braves gens...

Les démocrates se sont opposés au projet de loi au nom de la démocratie et des libertés individuelles. L'annonce du PQ a été presque immédiatement suivie d'une série d'attaques contre des femmes voilées; il faut savoir que les immigrés venus des pays arabes sont devenus un des